



## **Le social-impérialisme soviétique**

### **Le rêve éveillé de Nikita Khrouchtchev**

Le 20<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique représente le triomphe du révisionnisme : Staline y a été présenté comme un personnage odieux, criminel. Partant de là, toutes les réformes sont justifiées, puisqu'il s'agit de sortir d'une situation considérée comme bloquée en raison de la prépondérance des conceptions « staliniennes ».

Les réformes de Nikita Khrouchtchev ne sont cependant pas tant actives, que passives. La ligne est celle du laisser-faire, du laisser-aller. La position est celle du désengagement de l'État de la vie politique, scientifique, sociale et culturelle, et cela passe par la décentralisation, engagée à tous les niveaux.

C'est que Nikita Khrouchtchev représente une ligne opportuniste de gauche, ce qui n'a pas été compris à l'époque. Comme il prônait la coexistence pacifique et le parlementarisme, les anti-révisionnistes considéraient qu'il reflétait une ligne de droite.

En réalité, Nikita Khrouchtchev représentait une ligne de droite sous la forme de l'opportunisme de gauche, ce qui est bien différent. Ses propos étaient, en effet, à la fois ambitieux et euphoriques, témoignages d'une ligne délirante ; au 22<sup>e</sup> congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique, il expliquait ainsi que :

« Nous sommes strictement guidés par des calculs scientifiques. Et les calculs montrent que dans 20 ans, nous construirons une société fondamentalement communiste. »

Au même congrès fut adopté un nouveau programme (les anciens datant de 1930 et 1939), et on y lit :

« La tâche économique principale du parti et du peuple soviétique est de créer la base matérielle et technique du communisme dans un délai de deux décennies. »

Plus précisément :

« Le PCUS, en tant que parti du communisme scientifique, pose et résout les problèmes de la construction communiste dans la mesure où les conditions matérielles et spirituelles sont préparées et mûries, guidés par l'impossibilité de franchir les étapes nécessaires du développement, ainsi que de s'attarder sur ce qui a été réalisé et de freiner le mouvement en avant.

La solution aux problèmes de la construction du communisme s'effectue par étapes successives.

Au cours de la prochaine décennie (1961-1970), l'Union soviétique, créant la base matérielle et technique du communisme, dépassera le pays capitaliste le plus puissant et le plus riche, les États-Unis, en termes de production par habitant ; le bien-être matériel et le niveau culturel et technique des travailleurs augmenteront considérablement et chacun bénéficiera d'une prospérité matérielle ; toutes les fermes collectives et d'État se transformeront en fermes hautement productives et très rentables ; les besoins du peuple soviétique en matière de logement confortable seront fondamentalement satisfaits ; le dur travail physique disparaîtra ; l'URSS deviendra le pays où la journée de travail est la plus courte.

À la suite de la deuxième décennie (1971-1980), la base matérielle et technique du communisme sera créée, apportant une abondance d'avantages matériels et culturels à l'ensemble de la population ; la société soviétique sera sur le point de mettre en œuvre le principe de répartition selon les besoins et il y aura une transition progressive vers une propriété nationale unique.

Ainsi, une société communiste sera essentiellement construite en URSS. La construction d'une société communiste sera pleinement achevée dans la période suivante. »

Les trois dernières phrases du programme disent par conséquent :

« Sous la direction prouvée du Parti Communiste, sous la bannière du marxisme-léninisme, le peuple soviétique a construit le socialisme.

Sous la direction du Parti, sous la bannière du marxisme-léninisme, le peuple soviétique construira une société communiste.

Le Parti déclare solennellement : la génération actuelle du peuple soviétique vivra sous le Communisme ! »

Le 22e congrès valida également un « code moral du bâtisseur du communisme », largement empreint sur la Bible, appelant à un « travail consciencieux au bénéfice de la société », « l'entraide fraternelle », « le respect mutuel au sein de la famille, le souci d'élever les enfants », « le souci de tous de préserver et de valoriser le domaine public », etc.

On est ici dans un rêve fou de tranquillité absolue au sein d'un monde sans contradictions. On n'est pas dans un recul, expliquant que le socialisme est difficile à mettre en œuvre, qu'il faut des compromis, etc., comme dans une déviation de droite. On est dans le triomphalisme, propre de la ligne opportuniste de gauche, dont la substance est droitiste.

D'où cela vient-il ? De l'élan historique dont l'URSS a profité avec la planification socialiste. Son économie connaît une croissance d'autour de 12 % par an, preuve du grand succès du cinquième plan quinquennal (1951-1955), le dernier formalisé à l'époque de Staline.

Cependant, l'URSS reste en large partie paysanne encore. La part de l'agriculture dans l'économie est aussi grande que celle de l'industrie, à peu de choses près. L'économie reste à développer : son PIB est seulement à près 40 % de celui des États-Unis.

Les pays socialistes sont, dans les faits, encore très arriérés par rapport aux pays capitalistes.

## PIB en milliards de dollars US de 1955

	États-Unis	Pays de l'OTAN (hors États-Unis)	URSS	Europe de l'Est	Chine populaire
1948	295,8	178,7	84,9	34,1	25
1955	387,2	314	146,5	57	56

C'est l'arrière-plan des forces ayant amené le Parti Communiste Panunioniste (des bolcheviks) à devenir en 1952, à son 19<sup>e</sup> congrès, le Parti Communiste d'Union Soviétique. La définition du Parti a alors changé : c'est devenu en quelque sorte le grand accompagnateur du développement du pays, de la force principale portant la paix mondiale.

L'étude approfondie du 19<sup>e</sup> congrès est obligatoire pour comprendre le 20<sup>e</sup> congrès, avec la décentralisation promue par Nikita Khrouchtchev. C'est une sorte de grand sas, de grande transition, dont le ressort est la mise à l'équilibre du nombre de gens vivant dans les villes et dans les campagnes.

Il faut attendre 1962 pour que la population urbaine devienne majoritaire, néanmoins la tendance est là, l'URSS connaît un vrai basculement. Le parc de logements a doublé, il y a une transformation des mœurs, et dans ce cadre l'alliance ouvrière-paysanne voit les couches intellectuelles jouer un rôle toujours plus prépondérant.

En ce sens, le triomphe du révisionnisme est avant tout une expression petite-bourgeoise. Se débarrasser de l'idéologie, abandonner les exigences d'avant-garde historique, tout cela exprime une volonté de s'installer dans un certain confort.

Cela est vrai tant au sein de la direction du Parti qu'au sein des masses nouvellement urbanisées. Il n'y a pas de réflexion alors sur l'impact de la contradiction entre villes et campagnes, et le degré de corruption sur le plan idéologique et culturel est toujours plus haut.

C'est ce qui explique la passivité totale du pays lors du 20<sup>e</sup> congrès, alors qu'il y a une remise en cause totale de Staline, qui a pourtant dirigé le pays pendant plusieurs décennies.

## La grande réforme du salariat en 1956

La passivité petite-bourgeoise ne consiste pas en une classe et n'explique pas en soi le renversement du socialisme en URSS. D'ailleurs, les protagonistes ne sont rapidement plus là.

70 % des membres du Comité Central du 19<sup>e</sup> congrès de 1952 vont en sortir d'ici 1962. C'est significatif : les gens ayant porté la fin de la ligne de Staline ne sont pas ceux qui vont prendre les commandes de la nouvelle situation.

Ce n'est pas tout. Si on prend le 20<sup>e</sup> congrès comme tournant du révisionnisme ouvert, on peut voir que la moitié de son Comité Central n'est plus présent en 1962. Le rêve éveillé de Nikita Khrouchtchev n'aura pas duré longtemps.

C'est pourquoi est erronée, au début du 21<sup>e</sup> siècle, la position des révisionnistes pro-URSS qui s'arrêtent à Nikita Khrouchtchev et disent que l'URSS était restée socialiste jusqu'à la fin de son existence, avec des gens « installés » confortablement aux commandes, ce qui aurait abouti à une catastrophe.

C'est là s'arrêter en 1962, et même en 1956. C'est ne pas voir que les révisionnistes ayant pris le pouvoir ne se sont pas contentés de maintenir leur confort, ils l'ont ancré dans la société soviétique. Ils ont modifié l'économie, en modifiant le rapport au travail d'une part, l'organisation du travail, d'autre part.

Le propre d'une direction du Parti cherchant le confort, c'est de ne pas dépendre du peuple, de quelque manière que ce soit. La gestion des choses se doit d'être avec le moins de risques possibles.

Pour cette raison, la modification de la politique des salaires est véritablement emblématique du changement de régime. C'est l'irruption des normes capitalistes dans la production, avec la suppression de toute la dimension subjective propre au travail.

Dans le cadre de l'industrialisation du pays, et étant donné qu'il s'agissait de se fonder sur l'esprit d'initiative des travailleurs, dès que possible, la rémunération se faisait à la pièce. Cette démarche date du premier plan quinquennal, commencé en 1928.

Les deux figures sont ici l'*oudarnik*, le travailleur de choc, qui s'investit personnellement pour travailler davantage en termes de quantité, et le stakhanoviste, qui modifie l'organisation du travail pour obtenir un rendement meilleur.

Les primes étaient, dans ce cadre, exponentielles, leur taux d'augmentation devenant toujours plus grands au fur et à mesure d'un travail plus intense.

Dans le cadre du révisionnisme dominant, cette approche fut rejetée. Il fut affirmé qu'elle aboutissait à la précipitation, la *shturmovshchina*. L'idée était que la planification ne permettait pas une allocation correcte des ressources, et que donc les unités de production fonctionnaient de manière fondamentalement déséquilibrée.

Il fut dit que tout d'abord il y aurait eu une sorte d'hibernation (*spiachka*) en l'absence d'encadrement et de matériel, puis ensuite une mise au travail (*raskachka*) plus ou moins organisée, et enfin une fièvre d'activités (*goriachka*) où il s'agit de terminer ce qui a été commencé à temps, coûte que coûte et donc n'importe comment.

Cette dénonciation de la planification comme forcément bureaucratisée aboutit aux réformes de 1956.

Cela commença par la mise en place d'un Comité d'État du travail des salaires en mai 1955, puis le mois d'après le Président du Conseil des ministres de l'URSS Nikolaï Boulganine annonce la réforme.

Celles-ci sont mises en place dans le cadre du sixième plan quinquennal, qui concerne la période 1956-1960.

La première réforme consiste à geler les primes qu'il était possible d'obtenir. On obtient une prime si on dépasse un certain quota, mais il n'est plus possible de s'engager à fond dans son travail et d'obtenir une hausse significative de son salaire.

La seconde réforme consiste en la réduction de la part d'ouvriers payés à la pièce. Leur part est de 75 % en 1956, elle va être de 60,5 % en 1962, mais surtout même le fait d'être payé à la pièce est relativisée, puisqu'il y a un salaire minimum formant les 3/4 des revenus.

Le rapport à la production est ici doublement modifiée. D'une part, l'engagement des travailleurs dans la production, avec tout l'arrière-plan idéologique dans l'esprit socialiste de mobilisation, est stoppé net.

D'autre part, les travailleurs sont désormais placés dans la dépendance des gestionnaires : leur rémunération est fixe dans une très grande mesure et pour d'éventuelles primes, c'est du ressort des chefs.

Ce second aspect est d'autant plus vrai que les salaires les plus élevés des travailleurs sont gelés. Cela bloque les possibilités d'aller travailler ailleurs et cela renforce la mise en place d'unités de production « indépendantes ».

Le processus de réformes se réalisa initialement en trois temps : d'abord, dans la production de charbon, avec comme on le sait les mineurs représentant des troupes de choc du communisme, et dont l'esprit d'initiative est ici éteint. En 1960, les réformes touchèrent toutes les principales branches productives. Enfin, elles furent généralisées en 1962.

Une nouvelle vague de réformes s'ensuivit immédiatement, en 1970, procédant à une simplification massive de la grille des salaires. Auparavant, les salaires à la pièce étaient modulés selon les domaines de production et les emplacements géographiques, permettant à la planification de pousser les travailleurs dans certains secteurs et certains endroits.

C'en était désormais terminé, avec une uniformisation relative des salaires, qui dépendaient alors du poste et du niveau d'exigence requis pour lui.

## **La crise de 1964**

Les grandes réformes des salaires de 1956 ouvraient la voie à une forme standardisée de salariat. Il ne restait plus qu'à formaliser l'envers – la capacité de chaque unité productive à agir elle-même de manière capitaliste.

Il ne faut nullement considérer cela, comme c'est malheureusement tout le temps le cas, comme un « choix » de la part des révisionnistes. Il est parlé de restauration du capitalisme, comme si c'était un objectif rationnel, conçu en pleine conscience.

Ce n'est pas le cas, ni objectivement, ni même subjectivement, car même si l'opportunisme et le carriérisme cynique prenaient toujours davantage le dessus, c'est en toute sincérité, mêlée de toujours plus de corruption, qu'agissaient les grandes figures à la tête de l'URSS.

C'est d'ailleurs pour cela que l'URSS pouvait fonctionner jusqu'au milieu des années 1980, portée par une génération passée par les années 1920-1940 et leurs immenses exigences sur le plan de l'initiative et de l'organisation.

Pour cette raison, la réforme de 1967 n'est pas un choix, mais une obligation de la part du révisionnisme qui a pris les commandes en URSS et qui s'installe comme classe dominante depuis la superstructure étatique.

Quel est le processus ?

Nikita Khrouchtchev avait modifié le rapport aux salaires et procédé à une vague de décentralisation créant de multiples organismes à différentes échelles. Son idée était que la croissance due à la planification fonctionnerait dans tous les cas, mais qu'il fallait supprimer la centralisation « stalinienne ».

D'où la mise en place de régions économiques administratives et de Conseils de l'économie nationale au niveau local : c'en était fini de la gestion par en haut et par secteurs.

Et afin d'asseoir cette réorganisation économique, une modification générale des divisions administratives soviétiques fut également menée. D'un côté, le nombre de districts a été considérablement réduit (de 3 421 à 1 711), de l'autre il y a eu une division entre districts industriels et districts ruraux.

C'était, bien évidemment, pour renforcer le pouvoir local de l'administration révisionniste, en la faisant se coller aux unités de production. Les révisionnistes installés confortablement dans le Parti et l'administration devaient profiter tranquillement du développement général de l'économie, en se comportant comme les dirigeants de royaumes indépendants.

Ils pouvaient vivre en privilégiés tout en s'imaginant servir le processus général de « construction du socialisme ». Surtout que le plan devenu septennal en 1956 prévoyait une croissance de 80 % !

Toutefois, immanquablement, en cassant la centralisation autant que possible afin d'empêcher une expression « stalinienne », l'économie soviétique a été de fait désorganisée.

L'exemple le plus significatif touche la conquête spatiale, un thème qui fut absolument essentielle en URSS socialiste, dès les années 1930.

Profitant des acquis socialistes, l'URSS révisionniste parvint à une série de grands succès. L'ère spatiale de l'humanité s'ouvre avec l'envoi dans l'espace, en orbite, du satellite Spoutnik-1 le 4 octobre 1957.

Suivent l'envoi du premier homme dans l'espace, Youri Gagarine, le 12 avril 1961, et de la première femme dans l'espace, Valentina Terechkova, le 16 juin 1963.

Le premier être vivant dans l'espace fut également soviétique, c'est la chienne Laïka, 3 novembre 1957, dont la mort fut par contre programmée à la base, ce qui provoqua alors une véritable avalanche de critiques, en URSS et à l'étranger. Par contre, les chiennes Belka et Strelka sont revenus de leur voyage forcé consistant en 17 orbites complètes autour de la Terre, le 19 août 1960.

Mais l'URSS étant ce qu'elle était, la première place dans la conquête spatiale fut perdue au profit de la superpuissance américaine. Si l'URSS restait une puissance de premier ordre sur le plan

scientifique dans le domaine spatial, elle resta toujours à la traîne désormais, n'ayant plus les moyens de suivre technologiquement.

Cela est vrai tant pour le voyage sur la lune, réalisé par des Américains le 21 juillet 1969, que pour la mise en place de navettes spatiales (l'URSS mit en place une navette également, le Bourane, seulement en 1988 et pour un seul voyage, le tout dans le cadre d'un véritable gouffre économique).

L'URSS révisionniste, c'est ainsi une histoire d'épuisement et de tentative de contrer cet épuisement.

Que fit donc Nikita Khrouchtchev lorsqu'il a compris que ce qu'il espérait ne se produirait pas ?

Il a essayé alors de réorganiser les régions économiques administratives mises en place, mais le projet fut abandonné, et avec lui le rêve éveillé d'un socialisme se construisant tout seul par la magie d'une économie en croissance automatisée.

Pour en arriver là et à l'éviction de Nikita Khrouchtchev en octobre 1964, il a fallu passer par de nombreuses épreuves. La première, ce fut la gestion d'une masse de gens relevant désormais des villes, mais sans qu'il n'y ait de place pour eux.

On parle ici de sans domicile fixe, de criminels, d'intellectuels désœuvrés éventuellement contestataires. Contre eux, le 4 mai 1961, fut promulguée une loi « sur l'intensification de la lutte contre les personnes qui évitent le travail socialement utile et mènent un mode de vie parasite anti-social ». Rien qu'en République socialiste de Russie, 130 000 personnes furent la même année visées par cette loi, et 34 000 exilées.

La seconde épreuve, ce fut le drame de juin 1962, lorsque une terrible hausse des prix, de 30 % pour les produits carnés, provoqua un mécontentement en URSS (Moscou, Leningrad, Kiev, Dnipropetrovsk, Donetsk...) et parmi les nombreuses agitations dans les entreprises, il y eut les ouvriers de l'usine de locomotives de Novotcherkassk, près de Rostov, qui se mirent en grève.

Cela déboucha sur une émeute réprimée dans le sang, avec 29 morts et 83 blessés, quatorze condamnations à mort, des exils en Sibérie, le tout dans une opacité totale, le secret-défense étant décrété.

Dans ce contexte, le régime mit directement en place un nouvel article (numéro 70) au nouveau code pénal instauré en 1960 pour réprimer « l'agitation et la propagande antisoviétiques ».

Pour faire face également à ce nouveau contexte, le Comité Central demanda en juillet 1962 à tous les responsables de la sécurité dans le pays de :

« prendre des mesures pour renforcer de manière décisive le renseignement et le travail opérationnel afin d'identifier et de réprimer les actions hostiles des éléments antisoviétiques à l'intérieur du pays ».

De là date le « premier département », avec des agents des services de sécurités détachés dans les grandes entreprises, les universités, les instituts de recherche, etc.

Et cela allait, nécessairement, avec la tentative de réimpulser l'économie. Comme la planification ne fonctionnait plus sans l'État de Staline, alors il fallait soit le réinstaller, soit modifier l'économie elle-même.

Les intérêts de classe des révisionnistes installés dans le Parti et l'administration impliquaient bien évidemment la restauration du capitalisme... Qui avait, dans les faits, déjà eu lieu.

## La « réforme » de 1965 dans ce qu'elle reflète

Devant l'incapacité de Nikita Khrouchtchev à assurer le succès de l'économie planifiée sans planification du type de celle de Staline, c'est Léonid Brejnev qui se retrouve à la tête de l'URSS en 1964 et, immédiatement, on a une vaste réforme dès 1965, due à l'économiste Evseï Liberman (1897-1961).

Celui-ci a été mis en avant par Alexeï Roumiantsev (1905-1993), un économiste membre du Comité Central et notamment rédacteur en chef de 1955 à 1958 de la revue du Comité Central « Kommunist » (qui s'appelait « Bolchevik » avant le 19<sup>e</sup> congrès de 1952). Il fut également le rédacteur en chef de la Pravda en 1964-1965.

C'est justement lorsque Alexeï Roumiantsev fut rédacteur en chef de « Kommunist » qu'y parurent plusieurs articles d'Evseï Liberman, ce qui pava la voie à la publication par la *Pravda* la publication d'un long article de lui, le 9 septembre 1962 : « Le Plan, le profit, la prime ».

L'article est alors mis en avant, il est appelé à le lire, à l'étudier, à en discuter. C'est une opération idéologique, avec une présentation en ce sens de la *Pravda*.

« Les documents publiés dans la Pravda sur l'amélioration de la gestion et de la planification économiques suscitent un grand intérêt du public. Des questions importantes et fondamentales sont soulevées dans l'article publié aujourd'hui par le docteur en économie E. Lieberman.

La rédaction de la *Pravda*, attachant une grande importance à ces questions, invite les économistes universitaires, les travailleurs de l'industrie, les autorités de la planification et de l'économie à exprimer leurs opinions sur les propositions concrètes de l'auteur de l'article. »

Que dit l'article ? Il présente comme essentielle la tâche suivante :

« Construire un système de planification et d'évaluation du travail des entreprises afin qu'elles s'intéressent d'une manière vitale aux objectifs les plus élevés prévus, dans l'introduction de nouvelles technologies et l'amélioration de la qualité des produits, en un mot, dans la plus grande efficacité de production. »

Evseï Liberman explique alors la chose suivante : il faut permettre aux entreprises de disposer de leur propre plan de production, d'élaborer leur propre rentabilité et de les pousser à aller en ce sens avec des incitations financières.

Cela ne coûterait rien du tout à l'État, car les incitations seraient le reflet de la hausse de la rentabilité seulement.

« Il n'y a aucun danger pour les recettes budgétaires : au contraire, il y a lieu de s'attendre à une augmentation significative des recettes de l'État sous l'influence du fort intérêt matériel des entreprises à une augmentation générale des bénéfices. »



Ces incitations seront fournies non pas selon le résultat seulement, mais également sur le résultat prévu. Evseï Liberman considère que l'incitation doit être au milieu de ce qui a été prévu par l'entreprise et ce qui a été réalisé vraiment (en considérant que la réalisation est meilleure que ce qui a été prévu).

Le but étant bien sûr ici de pousser les entreprises à viser haut, pour disposer d'incitations plus grandes en retour une fois le travail accompli. Il s'agit de casser leur tendance à surestimer les coûts des matériaux, des outils, de l'énergie, etc. pour demander des fonds à l'État.

Peut-encore parler d'économie planifiée depuis un centre ? Evseï Liberman affirme que oui :

« Une question naturelle se pose : le principe centralisé de notre planification sera-t-il préservé et renforcé ?

On peut affirmer avec raison que la procédure proposée libérera la planification centralisée de la supervision mesquine des entreprises, des tentatives coûteuses d'influencer la production non pas par des mesures économiques, mais par des mesures administratives.

Les réserves sont mieux connues et ne peuvent être révélées que par l'entreprise elle-même. Mais pour ce faire, il ne faut pas craindre que son bon travail se mette dans une position difficile l'année prochaine.

Tous les principaux leviers de la planification centralisée : les prix, les finances, le budget, la comptabilité, les gros investissements en capital et enfin, tous les coûts, la main-d'œuvre et les indicateurs naturels les plus importants des tarifs, des proportions dans la sphère de la production, de la distribution et de la consommation seront entièrement déterminés depuis le centre. »

Evseï Liberman propose donc une décentralisation : on indique aux entreprises quoi faire et on leur donne les moyens de faire comme elles l'entendent, avec des primes quand ça fonctionne bien.

Or, on voit tout de suite la dimension capitaliste, dans la mesure où l'entreprise fait des bénéfices sous la forme de primes. Mais il dit que comme le reste de l'économie est encadrée, ce n'est pas vraiment du capitalisme.

« Le système proposé repose sur le principe : ce qui est bénéfique à la société doit l'être à chaque entreprise. Et, à l'inverse, ce qui n'est pas rentable pour la société doit être extrêmement désavantageux pour l'équipe de toute entreprise.

Certains économistes disent qu'il ne faut pas trop insister sur le profit, qu'il s'agit d'un indicateur capitaliste. Ce n'est pas vrai ! Notre profit n'a rien de commun avec le profit capitaliste.

L'essence de catégories telles que le profit, le prix et l'argent est complètement différente dans notre pays et elles servent avec succès la construction du communisme.

Notre profit, compte tenu des prix planifiés des produits du travail et utilisant le revenu net au profit de l'ensemble de la société, est le résultat et en même temps un indicateur (sous forme monétaire) de l'efficacité réelle des coûts de main-d'œuvre. »

Et Evseï Liberman de proposer les mesures suivantes :

« Alors, que propose-t-on exactement pour améliorer les choses ?

1. Établir que les plans des entreprises, après coordination et approbation du programme de nomenclature volumétrique, sont entièrement élaborés par les entreprises elles-mêmes.
2. Afin de garantir l'intégrité de l'État et l'intérêt des entreprises à une efficacité de production maximale, créer un fonds unique pour tous les types d'incitations matérielles en fonction de la rentabilité (du bénéfice en pourcentage des fonds de production).
3. Approuver de manière centralisée comme normes à long terme des barèmes d'incitation en fonction de la rentabilité pour diverses industries et groupes d'entreprises situés à peu près dans les mêmes conditions naturelles et techniques.
4. Renforcer et améliorer la planification centralisée en confiant les tâches obligatoires (chiffres de contrôle) uniquement aux conseils économiques (comités exécutifs, départements). Éliminer la pratique consistant à répartir les tâches des conseils économiques entre les entreprises en fonction du « niveau atteint ». Obliger les conseils économiques, sur la base de l'analyse économique, à vérifier, évaluer et améliorer les plans élaborés de manière indépendante par les entreprises sans modifier les échelles de rentabilité comme base pour encourager les entreprises.
5. Élaborer une procédure d'utilisation des fonds d'incitation unifiés provenant des bénéficiaires des entreprises, en gardant à l'esprit l'élargissement des droits des entreprises à dépenser des fonds pour les besoins d'incitations collectives et personnelles.
6. Établir le principe et la procédure de tarification flexible des nouveaux produits de manière à ce que des produits plus efficaces soient rentables tant pour les producteurs que pour les consommateurs, c'est-à-dire pour l'économie nationale dans son ensemble. »

Il faut ici être dialectique. Il est absolument erroné de considérer que les révisionnistes « pensent » et organisent rationnellement un retour du capitalisme en URSS. Paradoxalement, les critiques du révisionnisme ont pourtant toujours considéré la réforme de 1965 comme l'exemple même du choix du retour au capitalisme effectué par les révisionnistes.

En réalité, la réforme de 1965 n'est pas à lire comme une possibilité dans le futur proche, mais comme le reflet d'une transformation ayant déjà eu lieu. La réforme n'est là que pour servir de reconnaissance juridique à une situation déjà existante.

En l'absence d'exercice du pouvoir sur une ligne socialiste, chaque élément des institutions et de l'État s'est transformé en zones de captation de la richesse nationale. Chaque entreprise est, en ce sens, devenu un « royaume indépendant ».

La réforme de Lieberman dit en fait : il faut que l'appropriation des richesses par les couches dirigeantes ne soit plus menée sur le tas, par en bas, localement, mais passe par un système ouvert et officiel de redistribution.

Cela implique que les entreprises comme « royaumes indépendants » s'alignent sur des exigences non plus simplement parasitaires, mais capitalistes concurrentiels, tout en restant couvertes de toutes façons par l'État.

C'est que nous sommes dans une URSS capitaliste monopoliste d'État.

## **L'URSS capitaliste monopoliste d'État**

L'URSS était socialiste, mais pas seulement en raison de la propriété collective des moyens de production. Cet aspect concerne le mode de production, mais tant qu'on n'est pas à un certain niveau de développement des forces productives, il y a encore la lutte des classes, et elle s'exprime par la planification.

Loin de consister en des décisions simplement administratives, la planification socialiste répond à des exigences historiques de transformation décidées par le Parti. Lorsque les choix sont mauvais, le camp du prolétariat est affaibli : le développement des forces productives se fait de manière chaotique et donc hostile pour lui, l'idéologie socialiste dominante se voit être attaquée.

Mao Zedong a reproché à Staline d'avoir une lecture trop mécanique du développement des forces productives, de sous-estimer la question de la lutte des classes. Cela est juste, Staline considérant de manière erronée que le socialisme avait triomphé et qu'un retour en arrière ne serait plus possible.

C'est pourquoi il portait toute son attention sur la question du mode de production seulement, y voyant bien que les luttes de classe pourtant censées être non existantes y apparaissaient, mais sans comprendre de quelle manière précisément, d'où ses décisions de type administratives-répressives surtout.

C'est cette erreur de sous-estimation de l'idéologie et de la culture qui a abouti à la défaite du socialisme en URSS, avec l'appareil du Parti et de l'État s'alignant sur le révisionnisme, sur l'accaparement des richesses en se fondant sur une installation corrompue dans les rouages politico-administratifs et militaires.

Comme la planification est portée par un appareil administratif, forcément le triomphe des révisionnistes dans le Parti et l'État implique celui-ci également. Et comme dans le socialisme, cet appareil est porté par la subjectivité révolutionnaire, alors forcément la victoire de l'opportunisme et du carriérisme empêche tout fonctionnement correct.

La planification devient une coquille vide sur le plan du contenu subjectif. Cela devient une bureaucratie – et une bureaucratie au pouvoir, puisque la propriété est collective et administrée par l'État.

C'est ainsi un capitalisme monopoliste d'État. Les monopoles de type socialiste restent des monopoles, mais leur gestion subjective révolutionnaire passe aux mains de révisionnistes, qui l'utilisent pour en tirer profit.

Comme l'aspect principal est la lutte de classe, le mode de production se modifie en fonction de celle-ci, afin d'asseoir, de renforcer et de développer l'appropriation par la petite couche privilégiée.

En URSS, dans les années 1950-1960, cela consiste en la mise en place d'un complexe militaro-industriel qui ne va plus cesser de grandir, jusqu'à représenter dans les années 1980 une immense part de l'économie – autour de 40 %.

L'URSS pratique alors un régime intérieur littéralement terroriste. Même si la couche dominante ne le voulait pas – et au début, elle ne le voulait pas, d'où la prise du pouvoir de Nikita Khrouchtchev – l'existence même d'une base sociale monopoliste implique la logique d'écrasement.

La couche sociale dominante, de par sa position, devenait immédiatement une grande bourgeoisie, aux commandes de monopoles. Mao Zedong résuma donc fort justement la situation de l'URSS social-impérialiste en disant que :

« En URSS aujourd'hui, c'est la dictature de la bourgeoisie, la dictature de la grande bourgeoisie, c'est une dictature de type fasciste allemand, une dictature hitlérienne. »

Il faut bien saisir la différence avec Léon Trotsky, qui fut le premier grand dénonciateur de l'URSS. Celui-ci considérait que l'URSS était un « État ouvrier dégénéré ». Il ne comprenait pas ce qu'est la politique, aussi se contentait-il de regarder de manière formelle les titres de propriété.

D'où sa conception aberrante d'un État à la fois socialiste et capitaliste, comme ici dans *La révolution trahie*, publiée en 1936.

« Les normes bourgeoises de répartition, en hâtant la croissance de la puissance matérielle, doivent servir à des fins socialistes.

Mais l'État acquiert immédiatement un double caractère : socialiste dans la mesure où il défend la propriété collective des moyens de production ; bourgeois dans la mesure où la répartition des biens a lieu d'après des étalons capitalistes de valeur, avec toutes les conséquences découlant de ce fait. »

D'où, selon Léon Trotsky, soit une « révolution » pour chasser la bureaucratie parasitaire, soit une restauration du capitalisme :

« L'U.R.S.S. est une société intermédiaire entre le capitalisme et le socialisme, dans laquelle :

- a) les forces productives sont encore trop insuffisantes pour donner à la propriété d'État un caractère socialiste ;
- b) le penchant à l'accumulation primitive, né du besoin, se manifeste à travers tous les pores de l'économie planifiée ;
- c) les normes de répartition, de nature bourgeoise, sont à la base de la différenciation sociale ;
- d) le développement économique, tout en améliorant lentement la condition des travailleurs, contribue à former rapidement une couche de privilégiés ;
- e) la bureaucratie, exploitant les antagonismes sociaux, est devenue une caste incontrôlée, étrangère au socialisme ;

f) la révolution sociale, trahie par le parti gouvernant, vit encore dans les rapports de propriété et dans la conscience des travailleurs ;

g) l'évolution des contradictions accumulées peut aboutir au socialisme ou rejeter la société vers le capitalisme ;

h) la contre-révolution en marche vers le capitalisme devra briser la résistance des ouvriers ;

i) les ouvriers marchant vers le socialisme devront renverser la bureaucratie. La question sera tranchée en définitive par la lutte de deux forces vives sur les terrains national et international. »

Léon Trotsky n'avait rien compris à ce qu'est le capitalisme dans sa version monopoliste, d'où d'ailleurs son incompréhension du fascisme, qu'il s'imaginait être porté par des aventuriers, des gangsters et des déclassés. Il n'a pas compris ce qu'est la grande bourgeoisie.

Le fétichisme du droit par Léon Trotsky est tout à fait emblématique du problème. Le capitalisme monopoliste d'État est par nature parasitaire, c'est une force pratiquant l'exploitation tellement de manière ultra-capitaliste qu'elle se retourne en son contraire et retourne pratiquement au féodalisme.

C'est pourquoi la couche dominante n'est plus à s'ennuyer avec des titres de propriété, une accumulation personnelle de capital. Tout devient fondamentalement impersonnel, bureaucratique.

On s'imagine bien que dans le cadre d'un tel régime, la crise interne est perpétuelle, en raison du manque de développement possible, tout étant figé.

C'est le sens précisément de la seule opposition possible en l'absence de compréhension matérialiste dialectique : la « dissidence », qui oscille entre socialisme humaniste et appel au libéralisme, pour justement en finir avec les blocages bureaucratiques permanents.

## **La nomenklatura**

La couche dominante de l'URSS social-impérialiste tient en une « nomenklatura » (du latin nomenclatura signifiant « liste de noms), dont les rouages internes sont les apparatchiks (les cadres de l'appareil).

Son vecteur, c'est le Parti Communiste d'Union Soviétique ; ses moyens, ce sont toutes les institutions, depuis les différentes industries jusqu'aux médias, en passant par le gouvernement, l'armée, les diverses administrations, l'école et la police, etc.

Le terme de nomenklatura s'est imposé, car les élections à chaque niveau passaient par des listes de candidats dûment sélectionnés au préalable, que ce soit du côté du Parti pour le comité de district, le comité municipal, le comité régional, l'appareil, mais aussi du côté des institutions et de l'armée.

À l'époque de Staline, c'est la ligne politique qui décide de la nomination par l'appareil du Parti ; si l'idéologie est mise à l'arrière-plan, il était nécessaire de s'aligner sur les décisions effectuées par le Parti en termes stratégiques et tactiques dans le pays en construction.

Avec la prise du pouvoir des révisionnistes dans le Parti, ce qui compte ce n'est plus la ligne politique que le soutien fervent au régime et à sa stabilité. Nikita Khrouchtchev avait essayé de promouvoir au début une certaine exigence d'engagement, mais l'absence de croissance « spontanée » de l'économie fit s'échouer une telle exigence.

C'est qu'installés dans les rouages du Parti, de l'État et de l'armée, les révisionnistes tendaient inmanquablement à se comporter de plus en plus comme des bureaucrates cherchant à profiter de la moindre faille pour pratiquer le népotisme et la corruption.

Initialement, les cadres disposaient bien d'avantages matériels : il s'agissait de faire en sorte qu'ils puissent vivre bien, afin que leurs activités si importantes puissent être réalisées en profitant d'un cadre adéquat.

Avec le révisionnisme, ces avantages sont devenus des privilèges et une séparation complète s'est réalisée sur le plan du mode de vie entre la population et la couche dominante.

Il y a ainsi déjà le rapport hiérarchique. Ce sont les membres de cette nomenklatura qui disposent d'un téléphone et qui sont en mesure de faire passer de bons « conseils », afin que les choses se déroulent plutôt d'une manière que d'une autre.

Il y a ensuite la séparation matérielle. La nomenklatura disposait de lieux d'achats lui étant réservés, avec des biens non disponibles ailleurs et avec un approvisionnement toujours assuré.

C'était ici un détournement des services d'approvisionnement des travailleurs des grandes entreprises, qui existaient parallèlement aux magasins d'État. Et plus l'économie du social-impérialisme soviétique s'enlisait, plus la différence entre la consommation des masses et celle de la nomenklatura devenait marquante.

Cela devint d'autant plus vrai que la nomenklatura avait accès à des logements spécifiques, que des services de santé lui étaient réservés, qu'il y avait accès à l'achat d'automobiles du type berline (à une époque où les voitures étaient elles-mêmes un luxe, de par le prix et la difficulté d'accès).

L'un des aspects les plus ignobles fut le rôle de la chaîne de magasins Beryozka, présents dans les grandes villes et les zones de villégiatures, où l'on payait en devises étrangères. C'était l'irruption des dollars comme moyen de paiement et un exemple de lieu de consommation relevant d'une approche oligarchique.

Et pour contribuer d'autant plus à la capacité à utiliser ces devises étrangères par la nomenklatura, d'innombrables voyages à l'étranger étaient financés au nom de différents organismes, comme le Fonds de défense de la paix, avec à chaque fois des sommes remises aux participants.

Quelle était la dimension numérique de la couche dominante s'érigeant en classe dominante du capitalisme monopoliste d'État ?

Pendant la période socialiste, les chiffres étaient les suivants. En 1925, le Parti disposait d'une nomenklatura de 6 000 personnes. En 1953, celle-ci tenait à 53 000 personnes pour la liste du Comité Central, à 350 000 personnes pour les comités du Parti.

Notons ici que les retraites des membres de la nomenklatura de l'époque socialiste étaient inférieures à celles des métallurgistes, des géologues, des cheminots, des ouvriers du secteur

pétrolier, des médecins, des enseignants, des travailleurs des stations rurales de machines et de tracteurs, des marins.

Puis vient, donc, le révisionnisme, qui récupère le pouvoir sur les listes et instaure le nouveau régime. Au départ, les proportions sont les mêmes : 400 000 personnes à l'époque de Nikita Khrouchtchev, puis 750 000 personnes pour la période de Léonid Brejnev.

Il faut ajouter la famille proche et on parle donc d'environ 4 millions de personnes, pour une population totale de 255 millions. C'est exemplaire d'une situation relevant du capitalisme monopoliste d'État.

La part de la Russie dans cette nomenklatura était bien entendu très importante ; il y a un retour du chauvinisme grand-russe parallèlement au triomphe du révisionnisme. En 1972, il y a seulement 3 376 personnes relevant de la nomenklatura en Biélorussie, sur une population de 9 millions d'habitants.

Et au sein de la nomenklatura, il y a différents degrés. La nomenklatura relevant du Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique formait bien entendu l'élite, avec 22 500 personnes en 1980. On a ici la tête du capitalisme monopoliste d'État.

Les autres degrés relèvent des différents niveaux de décision du Parti, avec les comités centraux, les comités régionaux, les comités municipaux... qui se conjuguent, différemment selon les situations mais tendanciellement de manière obligatoire, avec les organes de décision de l'armée et de l'économie.

On trouve ici les directeurs des entreprises, les ingénieurs en chef, les experts-comptables, les chefs des bureaux, les hauts responsables syndicaux, les cadres du service diplomatique, le haut personnel militaire, les cadres des services spéciaux du type KGB, etc.

## **Les pénuries permanentes, la mafia et la débrouille**

Lorsqu'on est dans une situation de monopole, le seul facteur qui permet d'aller de l'avant est subjectif. C'est la détermination politique qui a fait que la planification socialiste avec Staline ne s'est jamais enlisée, mais au contraire a toujours ouvert de nouveaux champs au possible.

Le triomphe du révisionnisme en 1953 change naturellement la donne. La situation monopolistique ne consiste plus qu'en une machine à rentes pour une couche parasitaire. Si au départ, il y avait encore peut-être une forme de mauvaise conscience ou l'envie de bien faire, plus on avance dans le temps, et plus l'URSS social-impérialiste devient un monument de cynisme et de pénuries.

Le contraste avec la croissance formidable de l'URSS dirigée par Staline est immense. L'URSS connaît une stagnation générale – d'où la fuite en avant belliciste justement dans le complexe militaro-industriel tout puissant.

Le seul moyen pour des monopolistes d'État de maintenir leur existence sans s'effondrer est en effet la conquête. C'est la raison pour laquelle Mao Zedong considérait l'URSS social-impérialiste comme la principale menace pour la paix mondiale dans les années 1970, et ce d'autant plus que l'URSS était le challenger de la superpuissance impérialiste américaine.

Dans les années 1960-1980, la population soviétique manque de tout : vêtements, chaussures, appareils électroménagers, meubles, voitures, etc., alors qu'inversement la société de consommation se développe dans les pays capitalistes.

Grosso modo, au début des années 1970, 77 % des gens n'ont pas de douche ou de baignoire, 67 % n'ont même pas l'eau courante.

75 % n'ont pas de chauffage central, 73 % n'ont pas accès aux égouts depuis leur logement, et de toutes façons 30 % des villes et 60 % des petites localités n'ont pas de système d'égouts, 5 % des villes et 15 % des petites localités de l'URSS ne disposent même pas d'un système centralisé d'approvisionnement en eau !

64 % des gens disposent de moins de 10 mètres carrés d'espace de vie par personne, 40 % n'ont pas de télévision, 90 % pas de magnétophone, 90 % pas de téléphone.

Reflet de l'existence d'une grande bourgeoisie parasitaire dans le cadre du capitalisme monopoliste d'État : 11 % des gens ont une moto, 2,3 % une voiture, 1 % une datcha personnelle, 1 % un appartement en coopérative.

L'exemple de la voiture est bien connu. L'URSS produisait en 1970 moins de 400 000 voitures, la France au même moment 2,7 millions ! Même dix ans plus tard, l'URSS n'en produisait que 1 300 000, et ce sera le pic en ce domaine.

Et sur ce faible nombre, 10 % étaient réservées aux organismes d'État (soit la quasi-totalité des plus prestigieuses, notamment les Volga), plusieurs centaines de milliers étaient exportées (notamment les fameuses Lada), les membres de la nomenklatura étaient prioritaires.

Dans certains domaines, l'URSS social-impérialiste s'était bien placée : elle était au premier rang dans plusieurs domaines.

On parle ici du pétrole et de l'acier, de la fonte et du coke. Mais également des locomotives diesels et électriques, des tracteurs (5 fois plus qu'aux États-Unis) et des moissonneuses-batteuses (15 fois plus qu'aux États-Unis).

Des réfrigérateurs et des chaussures en cuir, du lait et de l'huile animale, des tissus en laine et de deux en coton, des préfabriqués en béton et du caoutchouc synthétique, des tubes en acier et du gaz naturel, du bois de construction et des briques.

La moitié des réacteurs à l'uranium et des engins spatiaux étaient alors soviétiques.

Mais en termes d'appareils électroménagers, l'URSS produisait des dizaines de fois moins que la superpuissance impérialiste américaine, et pareillement sept fois moins de papier et de carton, cinq fois moins de plastique.

Sur le plan de l'électronique, c'était un désastre : l'URSS avait 10, 15 ans de retard, et cela va toujours plus la marginaliser dans tous les domaines.

Ce contexte amena la systématisation de la mafia. Dans certaines zones, tout s'achetait, même le poste de secrétaire du comité régional du Parti, ou bien le poste d'agent de police s'occupant de la circulation.



L'accaparement était une norme et la mafia servait d'intermédiaire. Tout le monde se servait au passage lorsqu'il le pouvait et cela donnait naissance à différents systèmes pour placer, masquer l'argent.

Toute activité systématique était ciblée, que ce soit la production de coton en Ouzbékistan ou l'importation de blé depuis les pays occidentaux, ou bien à petite échelle, avec les gens s'occupant de transporter et de découper la viande.

Il était impossible de sortir de chez soi sans disposer d'un petit sac en tissu muni d'une ficelle pour le fermer, au cas où on trouverait quelque chose à vendre. Même les files d'attente devant les magasins étaient prétextes à la vente de bonnes places (donnant naissance au dicton « Si vous faites bien la queue, vous n'êtes pas obligés de travailler »).

Les scandales éclatent ainsi malgré la tentative de cacher les faits, comme l'affaire des changeurs de devises étrangères en 1961, devenue retentissante au point qu'il y eut trois procès différents aboutissant finalement à des condamnations à mort.

Il y eut la mafia des fourrures, en 1974, où les protagonistes furent arrêtés avec des millions de roubles, des centaines de kilos de pierres précieuses et de métaux précieux, avec plusieurs condamnations à mort à la clef.

Il eut l'affaire des poissonneries « okean », où on s'est perçu que les produits de la pêche étaient massivement volés et revendus au marché noir, avec un trafic de caviar avec l'occident.

À cette occasion, dans la région de Krasnodar, 5 000 fonctionnaires furent démis de leurs fonctions, 15 000 personnes condamnées, dont Berta Borodkina la cheffe d'un service de restauration qui fut exécutée en 1985, alors que le maire de Guelendjik, Nicolaï Pogodine, a « disparu » (sans doute en s'enfuyant en Turquie).

15 000 autres personnes furent poursuivies lors de l'affaire des épiceries Eliseyevsky, son responsable Iouri Sokolov étant exécuté en 1984. L'affaire du coton ouzbek, avec des sommes phénoménales détournées par la direction du Parti en Ouzbékistan, fut retentissante dans les années 1980, avec l'appareil d'État local pratiquement purgé.

Lorsque Ekaterina Fourtseva, ministre de la Culture de 1960 à 1974, se fit accuser par le Bureau politique du Parti d'avoir pris des matériaux pour la rénovation du Bolchoï pour sa propre datcha, elle leur répondit : « Il n'y a pas lieu de m'en vouloir ! Regardez-vous ! ».

Dans tous les cas, les Soviétiques fonctionnaient sur le principe du « blat », c'est-à-dire des services rendus les uns aux autres, afin d'avoir accès à telle marchandise, d'être plus haut sur une liste d'attente pour un médecin, etc.

Tous ceux qui ont des contacts avec les étrangers – les guides touristiques, les traducteurs, les chauffeurs de taxi, les prostituées – en profitaient pour acheter des marchandises occidentales, afin de les revendre.

La tendance se généralise et il est considéré qu'autour de 10 % des travailleurs soviétiques relèvent d'activités illégales.

On est dans une logique de troc à l'ombre du capitalisme monopoliste d'État : ce dernier assèche tous les rapports sociaux et provoque la renaissance des formes primitives d'échange.

Pour maintenir de l'ordre dans une telle situation, il faut une dictature terroriste. Son vecteur, c'est le KGB.

## Le KGB

Dès la mort de Staline, les révisionnistes procèdent à une réorganisation fondamentale des services secrets.

Il meurt le 5 mars 1953 et le jour même on a la fusion du ministère de la Sécurité de l'État avec le ministère des Affaires internes, puis la mise en place le 13 mars 1954 du fameux KGB (Komitet gossoudarstvennoï bezopasnosti, Comité pour la sécurité de l'État).

C'est une structure militaire, dont les tâches concernent tous les aspects de sécurité : renseignement extérieur, contre-espionnage, activités de renseignement opérationnel, protection des frontières, protection des dirigeants, organisation et garantie des communications gouvernementales, ainsi que répression des criminels, des nationalistes, des dissidents et des activités antisoviétiques en général.

Le KGB devait également fournir aux dirigeants un panorama général de la situation intérieure et extérieure, dans tous les domaines : politiques, économiques, militaires, culturels, etc.

Dans ce cadre, le KGB était présent partout. S'appuyant sur 14 comités dans les Républiques soviétiques, il était actif dans les villes et les régions, les districts civils et militaires, les unités de l'armée, les transports, les institutions universitaires et de recherche, les entreprises, etc.

En pratique, cela signifie que le KGB assume des fonctions qui relèvent normalement du ministère de l'Intérieur. C'est un superorganisme relevant d'une perspective de capitalisme monopoliste d'État.

Il n'a pas de comptes à rendre, à part la direction du Parti ; il agit en dehors de la juridiction, à qui il remet éventuellement ensuite les accusés.

Le règlement de 1959 établit bien ce panorama :

« 9. Pour accomplir les tâches qui leur sont assignées, le Comité de sécurité de l'État et ses organes locaux ont le droit de :

- a) mener des travaux de renseignement et opérationnels afin d'identifier et de réprimer les activités hostiles dirigées contre l'Union soviétique, pour lesquels disposer des agents nécessaires, créer des refuges et des refuges pour travailler avec des agents ;
- b) procéder à des perquisitions, détentions et arrestations de personnes exposées ou soupçonnées d'activités criminelles conformément à la procédure établie par la loi ;
- c) mener des enquêtes sur les cas de crimes d'État avec le transfert ultérieur des affaires à la juridiction ;
- d) prendre des mesures spéciales visant à identifier et à réprimer les activités criminelles des agents de renseignement étrangers et des éléments antisoviétiques ;

e) en cas de besoin, en accord avec les chefs de police, impliquer des agents de police pour assurer l'accomplissement des tâches des organes de sécurité de l'État ;

f) tenir des registres opérationnels des criminels d'État et des personnes faisant l'objet d'une enquête parce qu'elles sont soupçonnées d'appartenir à des agences de renseignement étrangères, de participer à des organisations antisoviétiques et d'autres activités hostiles ;

g) vérifier l'état du travail des services de cryptage et des bureaux secrets dans les ministères et départements, ainsi que dans les entreprises et institutions qui leur sont subordonnées ;

h) effectuer des contrôles spéciaux sur les personnes dont le service est lié à la préservation des secrets d'État et militaires, ainsi que sur celles voyageant à l'étranger et celles entrant en URSS à l'étranger ;

i) mener, sous la supervision du parquet, des enquêtes sur les cas de délits commis par des officiers, sous-officiers, employés et ouvriers du KGB, si les délits commis sont liés aux activités opérationnelles des agences de sécurité, avec les suites transfert des affaires à la juridiction ;

j) publier de la littérature, des supports pédagogiques et visuels sur des questions relevant de la compétence du Comité »

On a ici une grande différence avec le cadre socialiste précédent, qui insistait particulièrement sur la notion de droit. Le social-impérialisme soviétique fait sauter le droit et le KGB est là pour aménager les choses, avec cynisme et malveillance.

Dans le cadre socialiste, la répression était liée aux contradictions dans le cadre de la lutte des classes, elle obéissait à la ligne décidée à tel ou tel moment par le Parti.

Le KGB agit lui dans un cadre où l'opposition ne peut pas exister, car la société est censée être socialiste et le Parti celui du peuple tout entier, comme l'affirme la constitution soviétique de 1977. Cela fait que le KGB agit de manière non officielle par principe, pour masquer des oppositions qui ne sont pas censées exister.

On est ici en plein terrorisme d'État, avec une dimension immense dans toute la société.

Le paradoxe est que, initialement, Nikita Khrouchtchev procède à un double affaiblissement de la structure. D'abord, il y a une réduction de moitié de son personnel. Cela ne va pas durer : le KGB va rapidement gonfler massivement ses effectifs, qui seront autour de 500 000 personnes.

Ensuite, le KGB n'est pas un organe central, mais un « département », relevant du Conseil des ministres.

Cela va toutefois être modifié en juillet 1978, le KGB ayant désormais le niveau d'un « comité d'État », en tant que « Comité de sécurité de l'État de l'URSS ».

On a ici l'apogée du KGB : son président depuis 1967, Iouri Andropov, a été élu membre du Bureau Politique en 1973 et il va devenir secrétaire général du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1982, ainsi que président du Præsidium du Soviet suprême de l'URSS en 1983.

Qu'est-ce qui a changé ? C'est qu'il a fallu, dans le contexte de systématisation de la nomenklatura comme classe dirigeante, mettre en place une forme toujours plus terroriste.

Le KGB procède dans le pays par menaces, pressions psychologiques, tabassages, arrestations hors cadre juridique. Il infiltre, il sabote, il manipule, il utilise la rumeur, la désinformation, la provocation.

Il met à mal dans le domaine professionnel et personnel ; il déporte hors des grandes agglomérations.

Il agit de manière préventive, comme le souligne en octobre 1983 ce message de Victor Chebrikov , dirigeant du KGB de 1983 à 1988 :

« Dans le contexte d'une forte augmentation des tensions internationales et des activités clandestines et subversives de l'ennemi, le travail préventif des services de sécurité de l'État revêt une importance encore plus grande, car il constitue l'une des méthodes efficaces pour protéger notre État et notre société contre les empiétements des forces hostiles au socialisme.

À cet égard, le Collège du Comité de sécurité de l'État de l'URSS a jugé bon de s'adresser à la direction et aux agents du KGB dans une lettre intitulée "Mesures visant à améliorer le travail de prévention effectué par le service de sécurité de l'État". »

Le KGB n'attend pas que des initiatives se prennent, il agit le plus en amont possible, et il cherche à briser totalement, dès le départ.

Il enferme s'il le faut dans des prisons psychiatriques, où le prisonnier se voit placé dans des conditions d'enfermement sordides, pour être brutalisé, tabassé, recevoir des électro-chocs et des neuroleptiques, des comas hypoglycémiques artificiels, etc.

Il utilise également tous les leviers de l'opinion publique, notamment les médias.

Cela fonctionnait naturellement de manière indirecte surtout, mais également directe : il y avait à ce titre un prix du KGB dans le domaine de la littérature et de l'art pour des écrivains, des réalisateurs, des acteurs.

Il y eut d'ailleurs des tentatives de faire comme le fait la superpuissance impérialiste américaine et de soutenir des films allant dans le sens d'une valorisation des services spéciaux (*Opération Trust* en 1965, *Le Glaive et le Bouclier* en 1968, *Dix-sept Moments de printemps* en 1973, *L'option Omega* en 1975, *TASS est autorisé à déclarer...* en 1984, ou encore la série *Frontière d'État* en 1980-1988).

Le dispositif est donc complet et la pression maximale. Ne pas s'aligner sur le Parti Communiste d'Union Soviétique et les exigences générales de la nomenklatura, c'était forcément se confronter au KGB, agissant comme force de frappe.

Le KGB organise une surveillance systématique quand il est lancé, depuis les écoutes téléphoniques jusqu'aux filatures, les lectures du courrier, etc. Il ne s'arrêtera pas tant qu'il n'aura pas mis au pas la personne ciblée, d'une manière ou d'une autre.

C'est une politique de l'écrasement, qui s'est systématisé de plus en plus. Il y a ainsi eu la mise en place de départements régionaux, avec une supervision de pratiquement toutes les entreprises et toutes les organisations du pays.

Aucun domaine n'échappe au KGB alors... à part, naturellement, les bastions de la classe dirigeante : le KGB ne pouvait pas toucher ni au Parti, ni à la nomenklatura, ni aux syndicats.

Comme il avait en plus la responsabilité de la sécurité des dirigeants, le KGB était ainsi fondamentalement le bras armé de la dictature du capitalisme monopoliste d'État.

Cela avait son prix, bien sûr. Ses membres étaient en général des privilégiés sur le plan social, avec un grand décalage par rapport au ministère de l'Intérieur et de l'armée.

Ses responsables pouvaient rejoindre de « bonnes places » dans le Parti et la nomenklatura, et inversement.

Et si le KGB était hyper discipliné, avec une grande surveillance quant à d'éventuels pots-de-vin et autres moyens de corruption, la position des membres du KGB était tel dans la société que même pour les positions inférieures, il était facile de profiter des différentes situations sur le plan personnel.

C'était un jeu d'équilibriste entre la nomenklatura et le KGB pour le maintien du régime, alors que le complexe militaro-industriel était le vecteur d'une expansion générale.

On est en pleine démesure du capitalisme monopoliste d'État.

## **La prépondérance du complexe militaro-industriel**

En 1964, Nikita Khrouchtchev est débarqué de son poste de dirigeant du Parti Communiste d'Union Soviétique, alors que le pays fait face à un arrêt du développement généralisé qu'il a connu jusqu'en 1953.

Et le régime ne va jamais se sortir des pénuries, de l'élargissement du fossé entre la nomenklatura et la population. Ce que cela implique, dans le cadre du capitalisme monopoliste d'État, est facile à comprendre : un État terroriste, arc-bouté sur son armée et ses services secrets.

L'URSS social-impérialiste, c'est le KGB et l'armée qui sont toutes-puissantes, le premier dans la société, le second dans l'économie.

Il faut bien saisir que le régime s'est arc-bouté sur ces deux structures ; ce n'est pas son orientation initiale.

Sur le papier, en effet, Nikita Khrouchtchev s'oppose à l'armée. Il le fait pour deux raisons.

La première, c'est qu'il veut insuffler un état d'esprit libéral, conforme aux mentalités petites-bourgeoises qui ont triomphé dans le Parti. C'est le début de l'idéologie au cœur de la vie quotidienne en URSS : le triptyque appartement – voiture – datcha (la maison de campagne).

Avec Nikita Khrouchtchev parvenant au pouvoir, la ligne est d'accorder une priorité à la stabilité économique et au développement interne, en supprimant à tout prix l'intensité politique de l'époque de Staline.

Il n'est donc pas question d'accorder une place démesurée à l'armée ou aux services secrets, d'instaurer un régime fort – les révisionnistes craignant en effet un retour de bâton, ils naviguent à vue et ne sont pas sûrs de leurs positions sur le terrain.

La seconde raison est que Nikita Khrouchtchev considère qu'une guerre serait forcément atomique et courte. C'est pourquoi il met en avant ce type d'armes pour forcer à une « coexistence pacifique », conforme à la mentalité des « installés » à la tête de l'URSS qui veulent profiter tranquillement d'une rente de situation et d'un confort toujours plus grand.

Dans cette logique, il entend réduire la voilure de l'armée conventionnelle. C'est ce qu'il explique dans un discours marquant au Soviet Suprême en janvier 1960, et ensuite il procède à une réorganisation de l'armée en ce sens, avec un abaissement du nombre de soldats de 3,6 millions à 2,4 millions.

La découverte d'un avion espion U2 au-dessus de l'URSS en 1960 et l'échec de la tentative de placer des missiles nucléaires soviétiques à Cuba en 1962 firent toutefois que la ligne de Nikita Khrouchtchev fut considérée par l'armée comme problématique, car proposant insuffisamment de garanties.

Cela provoqua un retournement massif contre lui et en faveur du renforcement généralisé du complexe militaro-industriel, représenté par Léonid Brejnev.

Un autre événement très important fut l'arrestation de Oleg Penkovsky, un colonel des services de renseignement de l'armée (le GRU), qui avait fourni de très nombreux documents secrets aux services secrets britanniques.

Il fut arrêté en 1962 puis exécuté, après un procès retentissant. Cela provoqua la chute du responsable du GRU, Ivan Serov, qui fut même exclu du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1965.

Ivan Serov, qui avait joué un rôle énorme durant la seconde guerre mondiale impérialiste, était particulièrement lié à Nikita Khrouchtchev. Sa mise de côté joua naturellement dans les rapports de force.

Dans le processus révisionniste, Nikita Khrouchtchev ne représente donc, au sens strict, pas l'armée ; tout comme pour l'économie, il représente sur le plan militaire une transition dans l'affirmation d'une nouvelle situation.

Nikita Khrouchtchev a, concrètement, accompagné deux choses : d'une part, la réorganisation d'une armée encore posée sur les bases de la seconde guerre mondiale, même si numériquement elle avait très largement reculé.

D'autre part, il s'agissait d'adapter l'armée à la nouvelle situation technologique, avec les débuts de l'informatique, le développement de la cryptographie, l'apparition des radars, la découverte de l'arme nucléaire, la généralisation des avions à turboréacteurs, etc.

Nikita Khrouchtchev, pour cette raison, organisa des démonstrations des armes nouvelles auprès des hauts généraux et des hauts responsables politiques, à Kapoustine Iar, Sébastopol, Severomorsk, Arkhangelsk, Baïkonour, Koubinka.

Par contre, et justement, lorsqu'il refusa de se tourner vers les bombes nucléaires tactiques en 1963, il signa sa mort politique aux yeux de l'armée, qui justement procéda à leur systématisation ensuite.

Ici, on trouve la figure absolument centrale de Dmitri Oustinov (1908-1984). Celui-ci avait joué un rôle essentiel en 1941, supervisant le déplacement de Leningrad vers l'Oural de 80 usines d'armement employant 600 000 personnes.

Ensuite, il s'occupa de la production d'armement à partir de 1965, avant de devenir ministre de la Défense en 1976, et ce jusqu'à son décès.

Et, justement, sa ligne était bien pro-nucléaire comme Nikita Khrouchtchev, mais à l'opposé complet de celui-ci qui n'appréciait que les bombes stratégiques pour « geler » la situation dans un équilibre de la terreur, lui se tournait résolument vers les bombes nucléaires tactiques.

Il est en ce sens le théoricien de la doctrine militaire soviétique, caractérisé par le « renforcement de l'orientation stratégique européenne » : la possibilité d'un conflit ouvert, frontal, en Europe, était considérée comme le cœur de la question d'une guerre avec la superpuissance impérialiste américaine.

Des bombes nucléaires tactiques ont à ce titre été placées en République Démocratique Allemande et en Tchécoslovaquie, le principe d'une offensive soviétique était d'effectuer une percée de 50-100 km en Allemagne de l'Ouest et en Autriche, puis de pousser jusqu'à la France, en une trentaine de jours maximum.

L'Otan avait pareillement préparé l'emploi d'armes nucléaires tactiques pour stopper une éventuelle offensive soviétique, les deux zones principales préparées étant en Allemagne le corridor de basse altitude vers Fulda et la grande plaine d'Allemagne du Nord, alors que des missiles étaient prévus pour la vallée du Danube.

En pratique, les bombes nucléaires tactiques, parfois pas plus grandes qu'une valise, et utilisées avec des torpilles, des obus d'artillerie, des ogives de missiles (pour avions et navires)... auraient été la principale arme du champ de bataille sur le théâtre européen dans les années 1980.

C'est également Dmitri Oustinov qui a organisé l'invasion de l'Afghanistan en 1979 et lorsqu'il est décédé en 1984, ses funérailles ont été retransmises à la télévision, chose particulièrement notable puisqu'il n'a officiellement jamais été un dirigeant de premier plan.

Dmitri Oustinov fut par ailleurs nommé maréchal de l'URSS, le plus haut titre militaire, alors qu'il n'a jamais fait partie de l'armée ; on est ici dans l'époque où les hauts responsables soviétiques parodent avec des tenues bardées de médailles, de manière caricaturale.

Il faut ici mentionner Nikolaï Chtchelokov (1910-1984), autre caricature médaillée. Il a été l'équivalent du ministre de l'Intérieur de 1966 à 1982, avant d'être chassé du PCUS en raison d'une affaire massive de corruption.

C'est le reflet d'une URSS totalement carbonisée dans la corruption, le népotisme, la bureaucratie, et qui tient dans la fuite en avant militaro-industrielle. Seule la militarisation permet d'asseoir le régime, avec les services secrets opérant à tous les niveaux pour maintenir par la force le capitalisme monopoliste d'État.

On est là dans la période où le social-impérialisme soviétique est à son apogée et où son échec apparaît comme inéluctable aux yeux de ceux qui ont compris les enseignements de Mao Zedong.

Le régime profite, en effet, des monopoles et de grandes ressources, ainsi que de l'élan de la période socialiste. Mais comme il est improductif en soi, la logique impérialiste est la seule qu'il puisse assumer, afin de chercher à se maintenir en élargissant sa base.

On a ainsi le paradoxe d'une URSS social-impérialiste qui dispose dans le cours des années 1980 d'une supériorité militaire relative sur son concurrent américain, dans pratiquement tous les domaines, mais qui est en même temps un colosse aux pieds d'argile.

<b>Arsenal nucléaire</b>	<b>États-Unis</b>	<b>URSS</b>
1955	3 057	200
1960	20 434	1 605
1965	31 642	6 129
1970	26 119	11 643
1975	27 052	19 055
1980	23 764	30 062
1985	23 135	39 197

(Il n'existe pas de chiffres pour les bombes tactiques soviétiques, mais on peut considérer qu'un tiers des armes nucléaires sont tactiques, en prenant comme référence l'armement des États-Unis.)

L'URSS s'était lancée dans une généralisation de son arsenal et de ses capacités ; on parle d'un gouffre financier, technique et industriel : toutes les ressources les plus vitales sont tournées vers l'armement.

Il y a l'obsession d'être en mesure de rivaliser et de surpasser la superpuissance impérialiste américaine.

<b>1984</b>	<b>Otan</b>	<b>Pacte de Varsovie</b>
Personnel militaire	4,5 millions	6 millions
Tanks	17 730	46 230
Artillerie / mortiers	14 700	38 800
Transports blindés	39 580	94 800
Hélicoptères d'attaque	900	1 175
Aviation militaire	2 990 (en Europe)	7 430 (en Europe)
Missiles et bombardiers pour les bombes nucléaires	1 997	2 743



L'URSS devenue social-impérialiste, c'est avant tout un immense appareil militaro-industriel, avec une croissance ininterrompue des dépenses militaires : de 9 % pour 1961-1965 de 11,1 % pour 1966-1970, de 11,9 % pour 1971-1974.

Et la part du PIB allant à l'armée était immense : officiellement de 13,1 % en 1960, de 17,1 % en 1970, de 19,6 % en 1974, puis dans les années 1980 au moins 25 % (si ce n'est jusqu'à 40 % en comptant le plus largement).

Avant son effondrement, un adulte sur cinq travaillait en URSS pour le complexe militaro-industriel, alors que l'armée s'appuyait sur 5,3 millions de soldats.

## **La planification auto-comptable et l'exportation de pétrole**

Comment le régime a-t-il pu tenir sur le plan économique avec un tel complexe militaro-industriel ? La réforme Liberman de 1965 reflétait le poids acquis par les chefs des entreprises, les responsables des centres « planifiés » de la production.

L'URSS social-impérialiste n'avait plus de planification réelle, c'était un capitalisme monopoliste d'État où un nombre immense de « royaumes indépendants » agissaient chapeautés par l'État comme unité du Parti, de l'armée et des services secrets.

La question était de parvenir à un équilibre dans cette situation, ce qui ressemble à une logique impériale dans un contexte féodal, avec une tête toute puissante mais dépendante des puissances locales qui seules permettent d'agir finalement.

Les années 1964-1965 sont donc marquées par tout ce débat ouvert par Evseï Liberman, et où participent plusieurs autres figures : l'économiste Lev Léontiev, le président du Comité d'État du Commerce de l'URSS Alexandre Strouév, le concepteur d'avions Oleg Antonov.

On a également l'économiste Vasily Nemchinov, qui entend affirmer l'importance des mathématiques dans la planification et avait présenté en 1960 un rapport sur « Les questions théoriques de l'équilibre intersectoriel et interrégional de la production et de la répartition des ressources nationales des produits économiques ». Il va mettre en place en 1963 l'Institut central d'économie et de mathématiques de l'Académie des sciences de l'URSS.

L'idée est d'utiliser les mathématiques comme moyen « neutre » d'équilibrer les différentes unités productives qui, dans la pratique, sont obligées de travailler entre elles, tout en disposant d'une autonomie énorme à leur propre échelle.

Cela va provoquer une avalanche de modifications : *Sur l'amélioration de la gestion industrielle, l'amélioration de la planification et le renforcement des incitations économiques pour la production industrielle* (résolution du plénum de septembre 1965 du Comité central du PCUS), *Sur l'amélioration de la planification et le renforcement de la stimulation économique de la production industrielle* (résolution du Comité central du PCUS et du Conseil des ministres de l'URSS du 4 octobre 1965), *Règlement sur l'entreprise de production d'État socialiste* approuvé par le Conseil des ministres de l'URSS le 4 octobre 1965, *Sur les mesures visant à améliorer encore les prêts et les paiements dans l'économie nationale et à accroître le rôle du crédit dans la stimulation de la production* (résolution du Conseil des ministres de l'URSS du 3 avril 1967), *Sur le transfert des*

*fermes d'État et autres entreprises agricoles d'État à une comptabilité économique complète (13 avril 1967), Sur le transfert des entreprises du ministère de l'Aviation civile vers un nouveau système de planification et d'incitations économiques (daté du 7 juin 1967), Sur le transfert des chemins de fer du ministère des Chemins de fer vers un nouveau système de planification et d'incitations économiques (23 juin 1967), Sur le transfert des entreprises du ministère de la Marine vers un nouveau système de planification et d'incitations économiques (daté du 7 juillet 1967), Sur le transfert des entreprises de transport fluvial des républiques fédérées vers un nouveau système de planification et d'incitations économiques (7 juillet 1967), Sur le transfert des entreprises opérationnelles et des départements de production et de communications techniques du système du ministère des Communications de l'URSS vers un nouveau système de planification et d'incitations économiques (8 juillet 1968), Sur l'amélioration de la planification et de la construction d'équipements et le renforcement des incitations économiques pour la production de construction (28 mai 1969).*

Le moyen le plus simple, c'est de résumer tout cela en disant que désormais il existe une « planification auto-comptable ». Les entreprises sont autonomes, elles se débrouillent, elles voient elles-mêmes avec les fournisseurs, elles gèrent les employés, elles disposent à partir de leurs bénéfices de fonds d'investissement (et même pour construire des logements, les utiliser « socialement » ou « culturellement »), etc.

Par contre, la planification conçue par l'État exige deux choses : que ce soit rentable pour l'entreprise, d'une part, que la production soit assurée, d'autre part. Le ministère n'est là que pour aider ou superviser les avancées technologiques et scientifiques.

Comme dit, le noyau philosophique de cette autonomie généralisée consistait en la réforme Liberman, qui ne faisait que reconnaître une situation existante de fait. Toutes ces réformes ne font qu'admettre juridiquement que, sur le terrain, les chefs d'entreprise faisaient ce qu'ils voulaient autant qu'ils le pouvaient.

L'idée est maintenant, du point de vue de l'État, de le reconnaître afin de pouvoir éventuellement demander des comptes, et d'assurer au régime une stabilité juridico-politique. C'est pourquoi dès l'automne 1967, il y a déjà 5 500 entreprises « autonomes » - elles représentent le tiers de la production industrielle, 45 % des bénéfices.

Un peu plus de deux ans après, ce sont 32 000 entreprises qui sont « autonomes », soit 77 % de la production.

Il faut bien comprendre qu'outre la reconnaissance d'une situation de fait, il y a également en même temps la véritable ossification du régime qui passe par cette reconnaissance. Si le processus ne change rien à part la forme, le fait de changer la forme permet au régime de profiter d'une nouvelle assise.

La suite est ainsi facile à comprendre : cela réimpulse momentanément l'économie... mais le cadre monopoliste assèche la productivité.

	<b>1961-1965</b>	<b>1966-1970</b>	<b>1971-1975</b>	<b>1976-1979</b>
Taux de croissance annuel	+6,5 %	+7,7 %	+5,7 %	+4,4 %

moyen du revenu national				
Taux de croissance annuel moyen de la productivité sociale du travail	+5,6 %	+6,8 %	+4,6 %	+3,3 %

Le problème également est que le processus d'autonomisation des entreprises fait poser un risque à l'État central, dans la mesure où cela éparpille d'autant plus les forces. C'est la contradiction inhérente au capitalisme monopoliste d'État, ou d'ailleurs à un empire féodal, de devoir centraliser pour se maintenir et d'être forcé à décentraliser pour maintenir en vie chaque secteur.

Il y aura ainsi des ajustements, principalement *Sur certaines mesures visant à améliorer la planification et la stimulation économique de la production industrielle* (21 juin 1971) et *Sur l'amélioration continue du mécanisme économique et des tâches des organes du parti et de l'État* (12 juillet 1979).

Mais la tension sera ininterrompue entre centralisation et décentralisation, jusqu'à ne plus tenir du tout et aboutir à la nomination de Mikhaïl Gorbatchev à la tête du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1985, qui essaiera de mener une restructuration (perestroïka) sur le plan économique et une politique de transparence (glasnost) sur le plan politique.

En attendant, pour tenir, le régime utilise à fond une nouvelle ressource, le pétrole.

	1970	1980	1984
<b>Total des exportations</b>	2,8 milliards de dollars	27,8 milliards de dollars	31,7 milliards de dollars
<b>Part du pétrole</b>	15 %	44 %	47 %
<b>Part du gaz</b>	/	10 %	12 %
<b>Part des machines, équipements</b>	6 %	5 %	5 %
<b>Part de l'armement</b>	8 %	18 %	24 %
<b>Part du coton, bois, diamants, produits chimiques, pièces de rechange, etc.</b>	71 %	23 %	12 %

Ce qui s'est passé est très simple : un gisement formidable a été trouvé en Sibérie, au niveau du lac de Samotlor, en 1967. Après des travaux réalisés dans des conditions extrêmement difficiles en

raison des marécages et du froid, avec notamment une route longue de 66 km établie au moyen de 3,5 millions m<sup>3</sup> de terre et quatre mille dalles de béton, le gisement produisait déjà son premier million de tonnes de pétrole en 1971.

En 1978, une tonne de pétrole sur trois venait de Samotlor ; un milliard de tonnes y avait été extrait en 1981, deux milliards en 1986. Cela a contribué à la ligne de l'exportation à outrance pour permettre au régime de profiter de devises occidentales.

Cependant, en 1986 la production intensive a grandement détérioré le site et rendu les choses bien plus difficiles, amenant un effondrement. Et cela se produit au moment de la grande crise du personnel dirigeant.

## **Les dirigeants et la cassure de 1964**

Qui sont les dirigeants de l'URSS social-impérialiste ? De qui parle-t-on précisément ?

Il s'agit de gens de la même génération que Nikita Khrouchtchev, ayant eu le même parcours que lui, s'alignant sur les mêmes valeurs.

On parle de gens qui ont eu leur jeunesse dans les années 1920-1930, avec un parcours de scolarité ou de début dans le monde du travail accompagnant les grandes transformations du pays alors. Ils ont eu de lourdes responsabilités administratives dans les années 1930-1940, et encore plus pendant la guerre.

Ils ont été tenaces et combattifs, ils n'ont cédé en rien face aux coups de boutoir du nazisme. Les meilleurs dans leurs activités, ils ont grimpé les échelons et ils sont devenus incontournables de par leur capacité.

Ce sont eux qui sont les plus efficaces, les plus vifs, les plus travailleurs ; ils ont pris le dessus dans le cadre de leur action pratique. Ils se sont cependant installés dans l'appareil, et ici il va y avoir une certaine ambivalence. Il y en effet deux camps qui se forment.

Le premier, c'est celui de certains qui décident de se laisser aller, ou du moins espèrent pouvoir le faire. Ils sont représentés par Nikita Khrouchtchev dans les années 1950.

Ils pensent que l'économie va se développer toute seule, ils veulent de la franchise et sont optimistes quant à l'avenir. Ils pensent que l'URSS va rapidement dépasser les États-Unis, dans un contexte de paix mondiale.

Ils sont à ce titre assez les enfants du 19<sup>e</sup> congrès du Parti de 1952, où il y a l'illusion que la force de l'URSS impose les choses d'elles-mêmes tant dans le pays qu'au niveau mondial. La paix sera quasiment forcée au niveau mondial, le Parti ne joue plus le rôle que de courroie de transmission et de force vigilante, etc.

La porte était ouverte à une URSS « participant » au monde et cessant toute bataille idéologique, au nom d'un confort croissant « inéluctable ». On a d'ailleurs ici affaire à des gens suivant attentivement ce qui se passe dans le monde, et prenant parti : avec Nikita Khrouchtchev, l'URSS donne un avis sur absolument tout et tout le monde.

Les intellectuels qui accompagnent ces dirigeants sont dans la même veine : ils penchent vers le libéralisme, ils veulent de l'honnêteté, ils changent assez rapidement de style, mais ils ont confiance en le cours des choses.

On l'a compris, le but était de profiter du développement économique propre à la planification, tout en supprimant l'État socialiste façonné par Staline, afin de rester dirigeant et de profiter des choses telles qu'elles existent et existeront.

Or, il est apparu que l'un ne va pas sans l'autre et l'éviction de Nikita Khrouchtchev en 1964 relève de cette terrible prise de conscience de la part de la direction soviétique. Il y a alors une tentative de reprise en main générale et c'est le second camp qui l'emporte.

Ce second camp est beaucoup plus circonspect, il est plus dur, il est beaucoup plus profondément marqué par la seconde guerre mondiale impérialiste. Il pense que les choses peuvent mal tourner, et en ce sens ils ne suivent pas ce qu'ils voient comme l'optimisme béat de Nikita Khrouchtchev.

S'ils sont révisionnistes aussi, ils sont pétris dans le monopolisme d'État, alors que Nikita Khrouchtchev était plus marqué par le Parti, par les milieux économiques, littéraires et scientifiques.

Par conséquent, Nikita Khrouchtchev se fait débarquer de son poste de dirigeant du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1964, et il est remplacé par Léonid Brejnev qui le conservera jusqu'à sa mort en 1982.

Léonid Brejnev, qui a participé à la guerre mondiale, doit pourtant tout à Nikita Khrouchtchev, qu'il a justement rencontré durant le conflit. C'est lui qui l'amène à avoir de grandes responsabilités étatiques (notamment dans le domaine industriel et spatial), c'est sous son égide qu'il devient en 1959 le secrétaire du Comité central et le président du praesidium du Soviet suprême.

Mais ce n'était pas le premier choix de Nikita Khrouchtchev, qui entendait avoir comme successeur Frol Kozlov, qui eut cependant de très importants problèmes de santé en 1963 et décéda dès 1965.

Et Léonid Brejnev représente justement ceux qui se sont soumis au second camp, formé de ceux pour qui les formes du capitalisme monopoliste d'État ne doivent en aucun cas être ébranlées. Pour eux, Nikita Khrouchtchev a été trop confiant, il a trop ouvert les vannes, il faut redresser la barre.

Qui retrouve-t-on ici ? Des gens qui ont eu de très lourdes responsabilités structurelles.

C'est le cas du responsable de l'armement Dmitri Oustinov, dont le rôle fut absolument essentiel tout au long des années 1960-1970. C'est le cas pour celui de l'intérieur Nikolaï Chtchelokov, à la tête de l'Intérieur de 1966 à 1982.

C'est vrai pour les autres : Iouri Andropov, Konstantin Tchernenko, Sergueï Gorchkov, Mikhaïl Souslov.

Iouri Andropov était un grand organisateur ; il a notamment encadré la guerre de partisans sur le front finlandais. Montant les échelons, il fut à la tête du KGB de 1967 à 1982. Il prit ensuite la succession de Léonid Brejnev en 1982, jusqu'en 1984.

Konstantin Tchernenko avait de grandes qualités d'organisateur, mais est purement un homme de Léonid Brejnev ; il dirigea le pays de 1984 à 1985.

Sergueï Gorchkov fut l'amiral de la flotte soviétique ; organisateur pair, c'est lui qui la fit se développer sans commune mesure, l'amenant à être capable de concurrencer la flotte américaine. Sa logique monopoliste d'État le poussa par contre à multiplier de manière aberrante les types d'équipement, de navires, etc.

On a enfin et surtout Mikhaïl Souslov. S'il est largement inconnu du public voire des « chercheurs », on peut résumer les choses en disant que l'URSS social-impérialiste, c'est Mikhaïl Souslov, et que Mikhaïl Souslov, c'est l'URSS social-impérialiste.

Cadre éminent du Parti, il fut remarqué initialement par Staline. Celui-ci avait demandé une information technique à quelqu'un et celui-ci aboutit à l'étudiant Mikhaïl Souslov, qui disposait de très nombreuses fiches avec les citations de Marx, Engels, Lénine et Staline.

Mikhaïl Souslov fut ensuite notamment organisateur de partisans dans la partie du pays occupé par l'Allemagne nazie, et il devint secrétaire du Comité Central du Parti en 1947, ainsi que le rédacteur en chef de la *Pravda*.

Il accompagna la remise en cause de Staline, comme il accompagna celle de Nikita Khrouchtchev. C'est lui qui jouait le rôle d'idéologue lors de tout le processus de mise en place de l'URSS social-impérialiste.

Pour ses soixante ans, il reçoit le titre de Héros du travail socialiste avec l'Ordre de Lénine et la médaille du Marteau et de la Faucille, de même pour ses soixante-dix ans. Lors de son décès en 1982, il obtient une tombe personnelle dans la nécropole du Kremlin, avec la cérémonie funéraire retransmise en direct.

Mikhaïl Souslov n'a jamais profité matériellement de son rôle-clef en URSS ; il a toujours vécu humblement, possédé une attitude en retrait empreint de cordialité et de politesse.

Il est littéralement le nexus de la contradiction que représente l'URSS social-impérialiste, car il croyait vraiment être communiste et agir conformément aux exigences du communisme, tout en étant historiquement au cœur du dispositif social-impérialiste soviétique.

Sa mort scelle cette prétention, c'est la fin d'une époque et de leurs protagonistes : Mikhaïl Souslov meurt en 1982, Léonid Brejnev également, Iouri Andropov en 1984, Nikolaï Chtchelokov en 1984, Dmitri Oustinov également, Konstantin Tchernenko en 1985, Sergueï Gorchkov en 1988.

Les autres figures importantes meurent durant la même période : Alexis Kossyguine qui a été président du Conseil des ministres en 1980. Le Biélorusse Piotr Macherov, qui avait même été pressenti pour prendre la direction de l'URSS, meurt dans un mystérieux accident de voiture en 1980.

Sharof Rashidov, le responsable du Parti en Ouzbékistan, pratiquant un népotisme complet là-bas et une corruption massive autour de la production de coton, meurt en 1983. Le Biélorusse Tikhon Kiseliou meurt en 1983, tout comme le Letton Arvīds Pelše.

Grigori Romanov, qui a participé à la seconde guerre mondiale impérialiste puis a dirigé le Parti Communiste d'Union Soviétique à Leningrad, est mort en 2008, mais il avait été mis de côté en 1985.

Au milieu des années 1980, alors que le social-impérialisme soviétique a atteint son apogée, qu'il est devant sur le plan militaire dans sa compétition avec la superpuissance impérialiste américaine, il voit son personnel dirigeant disparaître.

Et la génération qui prend les commandes n'a pas vécu la guerre ni les années de formation de l'époque de Staline. Ils sont opportunistes et modernistes ; bien souvent, leur idéal est devenu extrêmement vague, voire inexistant.

Que voient-ils ? Que l'URSS social-impérialiste a cherché à forcer les choses, par son poids. Mais qu'elle n'y est pas arrivée, et qu'elle fait face à un problème immédiat qui l'étouffe : l'agriculture.

## **Le terrible retard dans l'agriculture**

De tous les secteurs problématiques, c'est l'agriculture qui a été le véritable tourment de l'URSS social-impérialiste.

L'agriculture soviétique avait posé à la base même un véritable problème. D'un côté, la collectivisation avait permis de sceller l'alliance ouvrière-paysanne et de permettre le socialisme, de l'autre le caractère arriéré des forces productives n'a cessé de poser des soucis.

Avec une révolution culturelle sur le plan de l'alimentation, il eut pu en être autrement, mais ce ne fut pas à l'ordre du jour pour des raisons historiques. Il n'y a pas eu d'agriculture socialiste, mais une agriculture visant à la même production que l'agriculture capitaliste, dans un cadre socialiste.

C'est une dimension du mode de vie qui, à l'instar des cigarettes, n'avait pas été révolutionné, contrairement au sport et aux arts.

Le socialisme avait, en pratique, de vrais problèmes à systématiser une dimension quantitative suffisante, et l'initiative privée maintenait des fondations solides. En 1953, un tiers de la production agricole relève du secteur privé.

Le cheptel est moins important qu'en 1928, sauf en ce qui concerne les cochons, alors qu'en plus appartient d'ailleurs au secteur privé 29 % du cheptel des cochons, 39 % de celui des bœufs, 59,6 % de celui des vaches, ainsi qu'une importante part de la production de légumes et de pommes de terre.

Ce maintien d'une agriculture dont les fondements restent, au fond, capitaliste, a contribué à miner les bases du socialisme.

Lorsqu'il parvient à la direction du Parti Communiste d'Union Soviétique, Nikita Khrouchtchev tente tout de suite de relancer la production agricole, un domaine qu'il connaît bien. Il procède à l'augmentation directe du prix fourni par l'État aux producteurs, de 25 à 40 % pour les légumes, de 100 % pour le lait et le beurre, de 150 % pour les pommes de terre, de 1500 % pour la viande.

L'impôt agricole baisse également de 45 % en 1953 puis encore de 150 % en 1954. Les arriérés se voient accordés d'importantes remises, alors que des crédits sont facilités pour l'acquisition de vaches.

Le succès semble alors venir, puisque de 1953 à 1954, la collecte de viande de l'État passe de 2,4 millions de tonnes à 4,1 millions de tonnes. L'État intervient alors d'autant plus pour épauler la

production agricole, et le montant total de ses versements annuels aux kolkhozes et au secteur agricole privé est de 31,3 milliards de roubles en 1952, puis de 41,4 en 1953, 64 en 1955, 88,5 en 1956, 97,1 en 1957, 144,9 en 1959.

Et, pour renforcer le capitalisme, les Stations de Machines et de Tracteurs sont liquidés obligeant les kolkhozes à acheter le matériel agricole (dont les tracteurs), instaurant le commerce là où auparavant l'État gérait l'approvisionnement, le plan de production des tracteurs devenant une centrale de commandes obéissant aux demandes d'achats des kolkhozes.

Naturellement, cette affirmation du commerce sur la planification est présentée de manière « anti-bureaucratique », comme ici dans le propos de Nikita Khrouchtchev dans un discours du 22 janvier 1958 :

« On mettra fin à la répartition bureaucratique centralisée du matériel agricole qui provoque de nombreux désordres et cause des pertes énormes à l'État.

Les Stations de Machines et de Tracteurs prennent n'importe quelle machine, même si elles n'en ont pas besoin : celles qui ne sèment pas de lin reçoivent quand même des machines pour récolter le lin; celles qui ne cultivent pas les choux reçoivent quand même des machines pour planter les choux. »

Les kolkhozes n'ont plus également de plan détaillé de production, simplement un certain volume de production annuelle à obtenir et Nikita Khrouchtchev, dans son rêve révisionniste, envisageait de :

« Rattraper dans les prochaines années les États-Unis pour la production de viande, de lait et de beurre par tête d'habitant. »

En 1964, les kolkhoziens pouvaient posséder une vache, un veau plus les veaux nés dans l'année, une truie avec ses petits ou un porc « gras », trois moutons ou chèvres avec leurs petits (cinq au cas où il n'y aurait pas de vache ou de porc), des poulets et des ruches en nombre illimité.

L'acquisition d'une vache était aidée par un crédit d'État, les particuliers pouvaient directement acheter du fourrage d'État, ainsi que faire paître les vaches sur les terres publiques. Les impôts sur le bétail possédé par les citoyens disparurent ; les prix de vente sur le marché privé étaient libérés.

La possession de lopins de terre à cultiver était de plus en plus autorisé pour tous, et devenait même une obligation pour les instituteurs, les médecins et les techniciens vivant et travaillant dans les campagnes.

Cette politique capitaliste fit qu'en 1966, 3 % seulement des terres cultivées - dépendant de la petite production capitaliste - produisaient 60 % des pommes de terre, 40 % de la viande et des légumes, 39 % du lait, 68 % des œufs.

C'était un triomphe pour le secteur capitaliste, si on pense en plus qu'une importante part du reste dépend des kolkhozes placés en situation d'autogestion.

Ce jeu d'équilibriste, toutefois, ne pouvait pas fonctionner à grande échelle. Le cadre monopoliste bureaucratique provoquait une catastrophe générale, que le petit capitalisme ne pouvait compenser.



Les récoltes de céréales passèrent ainsi de 147 à 107 millions de tonnes entre 1962 et 1963, obligeant à importer 10 millions de tonnes du Canada. Le scénario se réédita au début des années 1970, où l'URSS social-impérialiste se vit obligée d'importer 4 millions de tonnes de céréales en 1971, puis 12,9 en 1972, 24,4 en 1973.

Les chiffres sont pour le blé de 2,3 millions de tonnes, puis 6,3 et 15,2.

Pour le maïs, on 0,9 million de tonne, puis 4,1 et 5,4. La situation est alors tellement grave qu'à partir de ce moment-là, l'URSS généralise le principe des importations massives, avec 27,8 millions de tonnes de céréales en 1979, 35 millions de tonnes en 1980, le point culminant étant le milieu des années 1980, où sont importées 55 millions de tonnes de céréales.

Non seulement 42 % de ces importations proviennent des États-Unis (et pour 12 % de France, le reste venant de l'Argentine, du Canada, de l'Australie), mais en plus elles forment 27% du commerce céréalier mondial.

D'ailleurs, à partir de 1975, les États-Unis ont obligé l'URSS, sous menace d'embargo comme en 1974, à annoncer ses achats sur plusieurs années, avec des contrats où l'URSS s'engage à acheter chaque année pendant cinq ans cinq millions de tonnes de céréales américaines, et possibilité de deux de plus si les récoltes sont bonnes aux États-Unis.

Cela signifie que sur le plan alimentaire, la dépendance de l'URSS est complète : le pays est imbriqué dans le système capitaliste mondial et sa tentative de mettre en place une agriculture développée est un échec complet.

L'URSS tentera d'échapper à cela, notamment en faisant passer la part de l'agriculture dans les investissements de 22 % à 27 % entre 1965 et 1975, en doublant les subventions entre 1965 et 1980, mais rien n'y fera, en raison de la base viciée de l'économie capitaliste d'État.

Le chaos de la production de céréales révèle la précarité de la base : les chiffres sont de 181,2 millions de tonnes en 1971, 168,2 en 1972, 222,5 en 1973, 195,7 en 1974, 140,1 en 1975, et ainsi de suite jusqu'à l'année 1981, où le chiffre fut de 150 millions.

En comparaison, cette même année 1981, avec 3,9 millions d'agriculteurs contre environ 30 millions en URSS social-impérialiste, les États-Unis produisirent pas moins de 310 millions de tonnes.

C'est un constat terrible d'échec. Acheter des céréales aux États-Unis revient pour l'URSS à moitié moins cher que les produire elle-même, en admettant que ce soit possible ; pour le maïs, le soja, les œufs, la viande, les prix américains sont même quatre fois moins chers.

Il est évident que ce n'est pas tenable et cette crise agricole va travailler le régime de manière marquée, jouant profondément sur la reconnaissance de son échec dans la seconde partie des années 1980.

## La tentative d'expansion militaire

Les pénuries étaient déjà une difficulté, la crise fondamentale de l'agriculture présentait par contre un défi. Il fallait donc élargir le champ opératoire du capitalisme monopoliste d'État pour le maintenir.

Le social-impérialisme soviétique a en ce sens été très actif à l'extérieur du pays. Il y a deux raisons à cela.

La première, c'est que l'URSS profite de tous les rapports qui ont existé auparavant dans le cadre socialiste.

L'URSS socialiste était au cœur du Mouvement Communiste International, et celui-ci s'aligne d'ailleurs sur le révisionnisme. Il y a donc une implication directe dans des affaires internationales et l'URSS social-impérialiste va profiter de tous les réseaux existants pour influencer en sa faveur.

La seconde, c'est que l'URSS développe des ambitions toujours plus grandes. Il va y avoir au fur et à mesure un étalage toujours plus massif des activités soviétiques.

Le défi se pose de toutes façons dès le départ. L'insurrection de 1956 à Budapest était clairement portée par les forces anticommunistes en Hongrie, même s'il y avait le soutien du traître Imre Nagy et d'autres au sein du Parti là-bas.

Il fallait ainsi soit accepter de se faire éjecter du pays, avec un régime anti-URSS se formant, soit écraser militairement avec célérité. Et cela posait tout de suite le paradoxe : Nikita Khrouchtchev avait supprimé la ligne socialiste, instauré le libéralisme, et cela produisait tout de suite des troubles massifs.

Il y eut exactement le même cas de figure en 1968 en Tchécoslovaquie, sauf que cette fois les forces antisoviétiques relevaient du Parti Communiste de ce pays, se tournant vers un libéralisme prononcé.

Cela donna naissance à ce qui fut appelé la « doctrine Brejnev », qui consiste à poser une souveraineté limitée aux pays du bloc de l'Est. Et l'URSS ne parvint jamais à établir d'autres types de relations que difficiles ou conflictuelles avec l'ensemble de ces pays.

La Roumanie, avec Nicolae Ceaușescu, condamna par exemple ouvertement l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Mais plus généralement, il y avait une grande méfiance générale, surtout pour savoir si des pays comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie agiraient comme on pourrait s'y attendre en cas de conflit avec l'Otan.

Un fait marquant fut la loi martiale en Pologne, de 1981 à 1983, instauré par Conseil militaire de salut national avec à sa tête le général Jaruzelski. Si l'URSS s'était abstenue d'intervenir directement, le régime militaire en place était clairement son émanation.

Il y avait ici une dimension très problématique dans les rapports avec les autres pays du bloc de l'Est, qui tient clairement à ce que le KGB en soit le principal agent. C'est d'ailleurs lui qui supervise tant l'intervention à Budapest en 1956 que celle à Prague en 1968.

Seule la Bulgarie, dont l'armée fut massivement armée pour faire face éventuellement à la Grèce et à la Turquie, ainsi que la République Démocratique Allemande, furent réellement considérées comme relativement fiables. Cela ne pouvait suffire.

À la question militaire se joignait la question économique. Il y avait le Pacte de Varsovie (en fait le Traité d'amitié, de coopération et d'assistance mutuelle), mais également le Comecon, le Conseil d'assistance économique mutuelle ou Conseil d'aide économique mutuelle.

Ce réseau économique des pays liés à l'URSS, le bloc de l'Est plus Cuba à partir de 1972 puis le Vietnam à partir de 1978, devait initialement permettre une meilleure coordination de la planification. En pratique, cela devint progressivement un outil de dépendance forcée par rapport aux productions soviétiques.

Cela ne profita toutefois pas réellement à l'URSS social-impérialiste, pour deux raisons. Tout d'abord, même si elle était gagnante, elle n'avait rien à acheter dans ces pays. De 1975 à 1985, elle amassa 15 milliards de roubles transférables, sans pouvoir rien en faire.

Ensuite, elle leur fournissait du pétrole à un prix moindre que le marché mondial, ce qui ne l'arrangeait pas alors que cela devenait une source majeure de revenus.

Qui plus est, les faiblesses du Comecon appuyèrent d'autant plus la dépendance avec les pays occidentaux. En 1975, ceux-ci représentaient 25 % des exportations totales et plus de 35 % des importations du Comecon. En 1979, 800 multinationales étaient présentes dans les pays du Comecon.

En URSS même, la même année, 600 centres économiques (gaz, pétrole, chimie, charbon, papier, métallurgie...) étaient liés pour entre 30 et 60 % à la vente de biens aux pays occidentaux. L'URSS devait 19 milliards de dollars aux pays occidentaux, les pays du Comecon 56 milliards.

Avec l'effondrement général, le Comecon représentait seulement 9 % de la production mondiale, contre 57 % pour les pays occidentaux.

L'URSS social-impérialiste se tournait, de toutes façons, davantage vers le tiers-monde. Le grand espoir de Léonid Brejnev, c'était le basculement de plusieurs pays du côté de l'URSS.

L'idée était que l'URSS social-impérialiste, profitant de son aura « révolutionnaire », reçoive l'appui de nouveaux « États nationaux » en quête d'indépendance et passant, dans les faits, dans l'orbite soviétique.

De là vient le soutien généralisé en Afrique, en Asie et en Amérique latine à différents mouvements de guérilla, en plus du soutien aux Partis Communistes agissant par contre légalement dans les situations « calmes ».

L'URSS misa notamment beaucoup sur deux zones particulières : l'Amérique centrale, avec le FSLN au Nicaragua et le FMLN au Salvador, et le Sud de l'Afrique, avec l'ANC en Afrique du Sud, le MPLA en Angola et la SWAPO en Namibie.

Dans les deux cas, on retrouve Cuba, une caricature de pays semi-colonial soumis au social-impérialisme soviétique, avec son Parti Communiste fondé par Fidel Castro après seulement que le gouvernement pro-américain ait été chassé.

Cuba servit en effet d'interface, soit avec des conseillers et des armes, soit avec des troupes puisque 300 000 soldats cubains allèrent en Angola pour soutenir le régime du MPLA contre l'intervention militaire sud-africaine.

Cela ne produisit cependant jamais les résultats escomptés. Si les guérillas à travers le monde s'alignaient toujours sur l'une ou l'autre des superpuissances – sauf si elles suivaient la ligne d'indépendance et d'autosuffisance, en adoptant le maoïsme – la superpuissance impérialiste américaine avait suffisamment de moyens pour geler les situations ou provoquer des contre-guérillas.

C'est le cas par exemple au Mozambique, où le FRELIMO pro-soviétique l'emporta en 1977, mais dut affronter pendant 15 ans le RENAMO pro-américain. Un autre exemple fut le Cambodge, qui fut envahi par le Vietnam et passa sous orbite soviétique, mais connut alors la guérilla des khmers rouges soutenue par la superpuissance impérialiste américaine et la Chine révisionniste.

Même lorsque l'URSS social-impérialiste décida en 1979 directement d'envahir l'Afghanistan, afin de s'en assurer totalement le contrôle par sa propre armée, la superpuissance impérialiste américaine fut en mesure d'alimenter une guérilla, celle des Moudjahidines, qui fut suffisamment puissante pour empêcher un réel contrôle du pays.

Si l'URSS ne perdit que 15 000 soldats en Afghanistan, avec plus de 50 000 blessés, son prestige militaire fut particulièrement touché, et le borborygme s'étala de 1979 à 1989, provoquant d'effroyables pertes civiles (entre 600 000 et 2 millions de morts).

S'ajoute à cela que sa nature social-impérialiste fut désormais flagrante, ce qui avait déjà été net pour beaucoup avec les accusations chinoises, menant par ailleurs à une situation à deux doigts de la guerre généralisée lors d'accrochages à la frontière sino-soviétique en 1969.

La visite du président américain Richard Nixon à Pékin en 1972 enfonçait d'ailleurs le clou à ce niveau, la Chine populaire de Mao Zedong parvenant à échapper à son isolement et à éviter que les deux superpuissances ne se tournent contre elle.

Du point de vue soviétique, la problématique sur sa façade orientale commençait donc à être sérieuse, alors qu'il y avait l'espoir d'avoir les mains totalement libres pour agir du côté occidental.

On a ici la question des moyens employés et le poids américain en termes militaires, économiques, diplomatiques, idéologiques, financiers... était tout simplement trop grand. Un autre exemple était l'Égypte. L'URSS l'avait massivement soutenue lors d'une prise de contrôle semi-féodale, mais en 1976 la superpuissance impérialiste américaine reprit le dessus et en chassa les Soviétiques.

On est là dans les révolutions de palais, les batailles de factions au sein de la bourgeoisie bureaucratique, pour une allégeance à telle ou telle superpuissance. Les moyens américains étaient incommensurablement plus grands.

Si un mouvement avait besoin de matériels pour commencer des troubles du type armé ou un parti déjà au pouvoir avait besoin d'un appui militaire, il pouvait compter sur l'URSS social-impérialiste.

Il y a par exemple, pour les fournitures soviétiques, la Libye dont le nombre de tanks et de véhicules blindés passa de 175 en 1971 à 4 400 en 1983, et le Yémen du Sud dont le même matériel passa de 50 en 1975 à 750 en 1982.

Encore que cela ne suffit pas forcément en soi en raison des rapports terribles entre les pays du tiers-monde. La Somalie était soumise à l'URSS social-impérialiste, mais fit la guerre à l'Éthiopie, également passée sous la coupe soviétique. L'URSS social-impérialiste sauva alors l'Éthiopie de l'offensive somalienne, mais la Somalie quitta l'orbite soviétique pour s'inféoder à la superpuissance impérialiste américaine.

On reste, finalement, aux marges du tiers-monde. La vague des « libérations nationales » amenant les pays dans l'orbite soviétique n'eut pas lieu.

Cela rejoint l'aspect de la dynamique mondiale. Les pays occidentaux maintenaient leur avance économique, idéologique et technologique, ils l'accentuaient même.

Dès qu'on passait un certain cap, qu'il fallait des investissements, que le pays avait une certaine taille, que la bourgeoisie bureaucratique comptait s'insérer dans l'économie mondiale de manière un peu prononcée... Alors la soumission semi-coloniale à la superpuissance impérialiste américaine apparaissait comme plus rentable.

Aller faire ses courses à New York, Londres et Paris apparaissaient comme davantage prestigieux pour les couches capitalistes bureaucratiques des pays du tiers-monde, prompt à parasiter la vente de leur propre pays.

Or, jamais les investissements soviétiques ne purent se comparer à ceux américains. Le tiers-monde devait 120 milliards de dollars à l'URSS social-impérialiste en 1988, et dix fois plus aux pays occidentaux.

Et encore les dettes soviétiques ne concernaient-elles pratiquement que Cuba, la Syrie, le Vietnam, l'Inde, la Mongolie, l'Irak, l'Éthiopie, l'Angola, l'Algérie et l'Égypte, avec la moitié pour des achats d'armement.

L'exemple indien est significatif, car c'est un pays qui était passé en partie sous la coupe soviétique, tout en restant en partie soumis à la superpuissance américaine.

En 1971, l'URSS contrôlait par exemple en Inde 30 % de la production d'acier, 20 % de celle de l'électricité, 35 % du raffinage de pétrole, 60 % de la production d'équipements électriques, 75 % de la production de moteurs électriques, 25 % de la production d'aluminium. Le remboursement de la dette indienne à l'URSS formait pas moins que 28 % des revenus indiens à l'exportation.

Mais tout cela restait bien trop faible par rapport aux pays occidentaux enserrant toujours plus les pays du tiers-monde sous dépendance semi-coloniale. L'Afrique, l'Asie et l'Amérique latine restaient encadrés par la superpuissance américaine et les autres puissances impérialistes lui étant liées.

La perspective de passer en force, en profitant de sa masse, apparaissait donc comme vaine. Pour la génération de Léonid Brejnev, le rêve pouvait encore tenir, mais plus pour celle d'après, représenté par Mikhaïl Gorbatchev.

## Mikhaïl Gorbatchev et la visite à Londres en 1984

Mikhaïl Gorbatchev a reçu le prix Nobel de la paix en 1990, une preuve de son excellente image dans les pays occidentaux. Il est par contre du point de vue de l'URSS l'accompagnateur de l'effondrement.

Cependant, il ne faut pas considérer que Mikhaïl Gorbatchev est arrivé au pouvoir en 1985 et a constaté une situation qui l'a dépassé, notamment avec la catastrophe de Tchernobyl. Sa nomination même est le fruit de la fin de la génération de Léonid Brejnev.

La preuve de cela, c'est que sa démarche a été présentée dès 1984, lors d'un voyage à Londres. Mikhaïl Gorbatchev y est allé en tant que président de la Commission des Affaires étrangères, à la tête d'une délégation, mais c'était Margaret Thatcher, à la tête du gouvernement britannique, qui avait tout fait pour le faire venir spécifiquement.

Margaret Thatcher cherchait un jeune responsable soviétique, et Mikhaïl Gorbatchev, né en 1931, était présenté du côté de certains « soviétologues » comme le principal chef de file de la nouvelle génération.

Mikhaïl Gorbatchev fut accueilli comme un vrai chef d'État, et la rencontre entre Margaret Thatcher fut à la fois pleine de confrontation et de recherche de convergence. Cela se déroula à Chequers, la résidence de villégiature du Premier ministre du Royaume-Uni non loin de Londres.

Du côté britannique, outre Margaret Thatcher, il y avait notamment le ministre de l'Intérieur William Whitelaw, le ministre des Affaires étrangères Geoffrey Howe, le secrétaire à la Défense Michael Heseltine.

Du côté soviétique, Mikhaïl Gorbatchev était venu avec toute une série de hauts responsables divers, mais surtout le théoricien militaire membre de l'état-major Nikolaï Chervov, tourné vers la réduction des armements, et de Léonid Zamyatin, secrétaire de la Commission des affaires étrangères du Conseil des nationalités, chef du département du Comité central du PCUS, futur ambassadeur à Londres.

Mikhaïl Gorbatchev eut un succès extraordinaire auprès de Margaret Thatcher, qui s'empressa de le mettre en avant auprès de Ronald Reagan. Trois mois plus tard, ce dernier prenait la tête du Parti Communiste d'Union Soviétique, et il est évident que le jeu d'ouverture à l'occident qui avait ici réussi avait grandement contribué à sa nomination.

De manière très notable, cet épisode est totalement passé sous silence du côté occidental. Il montre pourtant, historiquement, que le social-impérialisme soviétique a capitulé en décembre 1984, ce qui a été avalisé par la nomination de Mikhaïl Gorbatchev.

Celui-ci, dès la visite à Londres, mit en avant une « nouvelle pensée politique », dont les idées principales sont les suivantes.

Il faut rendre transparent les niveaux de décisions et cesser les interventions intempestives dans la société, les sciences, les arts, l'enseignement, etc. Il faut aller plus loin dans l'autonomisation des entreprises en leur accordant de suivre une « comptabilité analytique » consistant à s'aligner sur la loi du marché.

C'est la glasnost (transparence) et la restructuration (perestroïka).

Il faut s'ouvrir résolument aux pays occidentaux, cesser totalement toute ligne d'opposition idéologique, promouvoir une ligne d'accord mondial pour les différents problèmes.

C'est parce qu'il représentait cette ligne que Mikhaïl Gorbatchev a été nommé à la tête du Parti Communiste d'Union Soviétique.

C'était une expression de capitulation : l'URSS social-impérialiste cessait toute ambition à l'hégémonie mondiale, mais demandait le maintien de son existence.

Mikhaïl Gorbatchev formula ces principes dans un ouvrage publié en 1987, *La perestroïka et la nouvelle pensée politique*, et tint un discours à l'ONU en 1988 pour les réaffirmer.

Lors de ce discours, il annonça également le retrait pratiquement global des forces armées soviétiques des pays de l'Est européen. On est clairement dans une perspective d'accord avec les pays occidentaux : l'URSS recule, mais en échange elle demande une place.

« Aujourd'hui, je peux vous dire ceci : l'Union soviétique a décidé de réduire ses forces armées. Au cours des deux prochaines années, leur nombre diminuera de 500 000 personnes et le volume des armes classiques sera également considérablement réduit.

Ces réductions seront effectuées unilatéralement, sans lien avec les négociations au titre du mandat de la réunion de Vienne.

En accord avec nos alliés du Pacte de Varsovie, nous avons décidé de retirer d'ici 1991 six divisions blindées de RDA, de Tchécoslovaquie et de Hongrie et de les dissoudre.

Des groupes de troupes soviétiques situés dans ces pays, des unités d'assaut aérien et un certain nombre d'autres formations et unités, y compris des unités de transport aéroporté, dotées d'armes et d'équipements militaires seront également retirées.

Les troupes soviétiques dans ces pays seront réduites de 50 000 personnes et les armes de 5 000 chars.

Toutes les divisions soviétiques restant sur le territoire de nos alliés seront réorganisées. Ils reçoivent une structure différente de celle d'aujourd'hui qui, après un retrait important de chars, devient sans ambiguïté défensive.

Dans le même temps, nous réduirons le nombre de soldats et le nombre d'armes dans la partie européenne de l'URSS.

Au total, dans cette partie de notre pays et sur le territoire de nos alliés européens, les forces armées soviétiques seront réduites de 10 000 chars, 8 500 systèmes d'artillerie et 800 avions de combat.

Au cours de ces deux années, nous réduirons également considérablement la taille des forces armées dans la partie asiatique du pays. En accord avec le gouvernement de la République populaire mongole, une partie importante des troupes soviétiques temporairement stationnées là-bas retourneront dans leur pays d'origine. »

Cette capitulation du social-impérialisme soviétique était assumée et il n'y a pas eu d'opposition. La figure principale aux côtés de Mikhaïl Gorbatchev fut Alexandre Iakovlev, qui comptait aller le plus rapidement possible dans les réformes.

C'est que le régime est alors à bout de souffle, et pour les gens comme Alexandre Iakovlev, le réformer est pratiquement impossible : il faut s'en sortir d'une manière ou d'une autre.

## Mikhaïl Gorbatchev, l'alcool et la catastrophe de Tchernobyl

Quelques jours après que Mikhaïl Gorbatchev devient secrétaire général du Parti Communiste d'Union Soviétique le 11 mai 1985, commence une campagne de grande envergure. C'est la campagne anti-alcool qui s'ouvre le 17 mai 1985.

Quelques jours auparavant, le 7 mai 1985 avaient été adoptées la résolution du Comité Central du PCUS *Sur les mesures visant à vaincre l'ivresse et l'alcoolisme* et celle du Conseil des ministres de l'URSS *Sur les mesures visant à vaincre l'ivresse et l'alcoolisme, l'éradication de l'alcool de contrebande*.

On a affaire ici à un phénomène très particulier, ayant un double caractère très prononcé. En effet, si on regarde les chiffres, l'URSS n'affronte pas un réel problème avec l'alcool puisque sa consommation par habitant en litre pur n'est pas pire que celle d'autres pays. La France consomme bien plus d'alcool par exemple.

Pays	1975	1980
URSS	9,9 litres	10,5 litres
Autriche	11,1 litres	11,0 litres
Italie	14,9 litres	13,9 litres
France	17,3 litres	15,8 litres

Mais il faut avoir un regard idéologique et culturel. Et là on voit que l'alcool est consommé massivement depuis le triomphe du révisionnisme. En 1952, on en était à la consommation de deux litres purs par habitant, soit cinq fois moins.

L'explosion de la consommation d'alcool correspond donc à une mentalité décadente, liée à l'absentéisme, au dédain dans le travail, voire au crime.

Entre 1973 et 1983, les crimes violents ont bondi de 58 %, les vols de 100 %, les cambriolages et la corruption de 200 %, et on parle ici de statistiques officielles.

C'est une véritable mentalité qui se développe en URSS social-impérialiste alors. Tout le monde en avait conscience et l'existence d'une production clandestine d'alcool était alors tout à fait connue. On est donc plus à 14 litres que 10,5 de litre pur par habitant.

Ce n'est pas tout. L'alcool consommé en URSS social-impérialiste, c'était la vodka. Si on prend la fin des années 1970, en France on consommait 6 litres de boissons fortes, 90 litres de vin, 44 litres de bière, et en URSS au même moment 11 litres de boissons fortes, 19 litres de vin, et 23 litres de bière.



Ce que cela sous-tend, si on prend l'opposition entre quantité et qualité, c'est que l'alcool fort était en URSS l'apanage d'une minorité en pleine déroute sociale, par opposition à un alcool de masse diffus en France.

Néanmoins, dans la période 1980-1984, l'alcool fort recule un peu, alors que la consommation de vin et de bière augmente.

Cela étant, les mesures de mai 1985 eurent un effet énorme. Déjà, la production d'alcool a grandement reculé, de moitié entre 1985 et 1988.

Si c'est une bonne chose, de par la hausse nette de l'espérance de vie qui est notable, il y a un problème pour l'État : les recettes fiscales sur l'alcool ont naturellement connu un effondrement. Or, cela constituait autour de 12 % des revenus de l'État !

Et parallèlement, la production illégale d'alcool et sa contrebande se sont renforcées. On parle ici d'une activité clandestine formant autour de 2,2 % du PIB. Preuve de son développement, entre 1985 et 1987, la consommation de sucre passe 7,85 millions de tonnes à 9,28 millions de tonnes (le sucre renforce la teneur en alcool lors de la fermentation – le fait d'en ajouter dans l'alcool déjà produit en pensant le renforcer en est le fétichisme).

Il faut ajouter à cela une grande croissance de la consommation de colle de la marque BF (sous le surnom de « Boris Federovitch »), de produits pour nettoyer les vitres, d'eau de Cologne, de dentifrice (qui est séchée sur le pain qui absorbe l'alcool), d'insecticide de la marque Dichlorvos.

La conséquence du maintien grandissant du trafic clandestin fit que, à partir de 1987, la campagne anti-alcool est obligé de reculer et de céder de nouveau à la consommation de masse.

Cette question de l'alcool posait bien sûr un problème de fond, affaiblissant le tissu social ; la catastrophe de Tchernobyl vint véritablement poser un clou dans le cercueil des ambitions du social-impérialisme soviétique.

Le 26 avril 1986, un accident majeur se produisit en effet dans le réacteur numéro 4 de la centrale nucléaire V.I. Lénine de Tchernobyl, à quelques kilomètres de la ville de Pripjat, en Ukraine. Une zone d'exclusion a été mise en place, le réacteur ayant été détruit et des substances radioactives rejetées dans l'environnement.

115 000 personnes ont été déplacées, 500 000 ont participé à différents degrés aux opérations pour stopper la catastrophe, qui s'est déroulé lors d'un test majeur, alors qu'il y avait un défaut de conception majeur dans le processus de refroidissement.

Cela a eu comme conséquence de provoquer une réaction incontrôlée du réacteur, avec une explosion défonçant les 2 000 tonnes de la dalle de béton le recouvrant, le cœur du réacteur se fracturant ensuite avec les débris.

Plus de quinze jours plus tard, Mikhaïl Gorbatchev prononça une allocution télévisée de 45 minutes racontant l'ampleur du drame. Entre mai et novembre 1986, un abri recouvrant le quatrième réacteur est construit, au moyen de 400 000 mètres cubes de mélange de béton et de 7 000 tonnes de structures métalliques.

De manière délirante, les trois autres réacteurs ont continué d'être utilisés jusqu'en décembre 2000. Commencé en 2010 et fini en 2019, financé par la Commission européenne et réalisé conjointement

par Vinci et Bouygues, un nouveau sarcophage a été mis en place. Coûtant 1,5 milliard d'euros, il pèse 31 000 tonnes.

La catastrophe a porté un coup fatal à l'URSS social-impérialiste. Outre les centaines de milliers de cas de cancers sur plusieurs décennies dans une zone contaminée allant par ailleurs jusqu'à la France, s'occuper de la centrale pour l'isoler a coûté une fortune et fourni une exigence se présentant pour une longue période.

Il faut ajouter à cela que cinq millions d'hectares de terres ont été retirés de l'agriculture, alors qu'ont été suspendues la construction et la conception de dix nouvelles centrales nucléaires.

L'URSS social-impérialiste vivait déjà à crédit, la catastrophe de 1986 scellait son destin.

## **L'effondrement économique à la fin des années 1980**

Lors de sa crise finale, à la toute fin des années 1980, l'URSS social-impérialiste dut en catastrophe généraliser le système des bons alimentaires jusqu'ici employés seulement dans certaines villes et régions du pays.

Le succès était très relatif : les pénuries se sont généralisées dans le pays, à l'exception de Moscou et de Leningrad, et encore car on y vient parfois de loin pour essayer de s'approvisionner.

Tout manquait : le papier toilette, les fruits importés, des fruits non importés tels les raisins et les poires, le lait concentré, le beurre, la viande et notamment les saucisses, le café instantané, le cacao et le chocolat, le papier peint, le carrelage, la plomberie, les meubles, les tapis, les vases en cristal (un « classique » soviétique), le papier toilette, les journaux et les magazines, les préservatifs et les pilules contraceptives, les chaussures, les montures de lunettes, les télévisions et les magnétoscopes, les cassettes audios et vidéos, les aspirateurs, les machines à laver, les réfrigérateurs, les pièces de rechange pour voiture et les principales voitures, le savon et le dentifrice, les médicaments...

À la fin des années 1980, on en est à vendre individuellement ou dans des pots d'un litre des mégots de cigarettes récupérés par terre.

Mikhaïl Gorbatchev avait tenté de redresser la barre, en accentuant la décentralisation pour essayer de régénérer le capitalisme existant depuis 1953 mais étouffé par le cadre général monopoliste d'État.

Une loi *Sur l'activité de travail individuelle* fut ainsi adoptée le 19 novembre 1986, qui admettait pour la première fois l'activité d'auto-entrepreneur. Celle-ci était jusque-là violemment réprimée lorsqu'elle se faisait remarquer.

On peut désormais travailler comme auto-entrepreneur pour les produits artisanaux, tout ce qui est service aux consommateurs, les formations, les arts et métiers populaires.

Il y eut ensuite un décret du Présidium du Soviet suprême de l'URSS *Sur les questions liées à la création sur le territoire de l'URSS et aux activités de coentreprises, d'associations et d'organisations internationales avec la participation des Soviétiques et organisations, entreprises et organes directeurs étrangers*, le 13 janvier 1987.

Cela permettait la mise en place, à condition que la participation soviétique soit d'au moins 50 %, d'entreprises « mixtes » avec des fonds d'autres pays : d'occident, du tiers-monde ou du bloc de l'Est.

La loi *Sur les entreprises d'État* du 30 juin 1987 fit en sorte que les entreprises n'aient plus à suivre les exigences de la planification, et qu'en accord avec l'État elles puissent mener des activités économiques en toute indépendance.

Finalement, la loi *Sur la propriété* fut mise en place en mars 1990, légalisant la propriété privée à tous les niveaux, et le 13 juin 1990 le Conseil suprême de l'URSS adopta une résolution *Sur le concept de transition vers une économie de marché réglementée*.

S'ensuivit le 8 août 1990 une résolution du Conseil des ministres de l'URSS *Sur les mesures visant à créer et à développer les petites entreprises*, légalisant toutes les petites entreprises avec toutes les formes de propriété dans tous les secteurs économiques.

Il y eut alors la tentation de forcer le passage au capitalisme. Une figure importante ici est Boris Eltsine. Il a le même profil que Mikhaïl Gorbatchev, il est d'ailleurs né la même année.

Boris Eltsine est rentré au Comité Central du Parti Communiste d'Union Soviétique en 1981, et lorsque Mikhaïl Gorbatchev a été nommé à la tête du PCUS en 1985, lui-même est devenu responsable du Comité municipal du Parti à Moscou.

En octobre 1987, il a tenu un discours de cinq minutes dénonçant la lenteur de la « perestroïka » et demandant à ce qu'on le démette de son poste à Moscou, ainsi que d'une candidature pour le Bureau Politique.

Boris Eltsine se présenta ainsi comme le chef de file de l'aile la plus réformatrice ; il fut effectivement mis de côté. S'il resta un cadre éminent, il eut des « mésaventures » comme un accident d'avion ou le fait d'être jeté dans un fleuve depuis un pont ; à cela s'ajoute des épisodes d'alcoolisme.

Le résultat fut qu'en mai 1990, il fut élu président du Conseil suprême de la République soviétique de Russie. En juin 1990, cette dernière se déclare indépendante des décisions de l'URSS, et en juillet Boris Eltsine démissionne du PCUS.

Mikhaïl Gorbatchev n'était pas fondamentalement opposé à Boris Eltsine, qu'il aurait aimé avoir à ses côtés comme représentant de l'aile la plus radicale dans les réformes. Néanmoins, Boris Eltsine ne cessait de dénoncer Mikhaïl Gorbatchev, y voyant une opportunité et considérant que les carottes étaient cuites.

Une tentative d'accord fut effectuée en 1990 entre les deux, avec la nomination de Grigori Yavlinski , président de la Commission d'État pour la réforme économique, pour mettre en place un programme de 500 jours.

Cela prévoyait un passage brutal au capitalisme, tout en maintenant une URSS se résumant à une monnaie unique, un droit commun, une défense commune.

Mikhaïl Gorbatchev, qui tentait de concilier l'aile conservatrice, refusa le projet et Boris Eltsine précipita les choses. Une élection présidentielle eut lieu en Russie le 12 juin 1991, emporté par 58,56 % des voix contre le candidat du PCUS Nikolaï Ryjkov, qui n'obtint que 17,22 % des voix.

## La fin juridique de l'URSS

L'élection de Boris Eltsine à la présidence de la Russie en juin 1991 suivait un référendum en mars de la même année. La question posée demandait de répondre s'il fallait maintenir l'URSS ou non.

Paradoxalement, le succès du oui fut immense. Sur les 185 647 355 de citoyens ayant le droit de vote, 148 574 606 personnes (80,03 %) ont voté, 113 512 812 ont répondu « Oui » (soit (76,4 %), et seulement 32 303 977 personnes ont répondu « Non » (21,74 %). Il y a eu 2 757 817 bulletins de vote nuls soit 1,86 %.

Le vote en faveur du maintien fut de 97,9 % au Turkménistan, 96,2 % au Tadjikistan, 93,3 % en Azerbaïdjan, 94,1 % au Kazakhstan, 93,7 % en Ouzbékistan, 82,7 % en Biélorussie, 70,2 % en Ukraine.

Plusieurs républiques n'ont par contre pas organisé le référendum, car elles avaient déclaré leur indépendance quelques mois auparavant déjà : l'Arménie, la Moldavie, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Géorgie ; on y trouve par contre une part significative de personnes qui auraient voté oui.

Et ces chiffres sont d'autant plus importants pour les pays d'Asie centrale que de nombreuses émeutes avaient eu lieu en 1989 dans le cadre d'affrontements inter-ethniques. Pour l'Azerbaïdjan, c'est de grande signification également puisque l'armée soviétique était intervenue pour réprimer de manière sanglante des pogroms anti-arméniens à Bakou en janvier 1990.

On a ici une situation contradictoire où il y a une volonté populaire de maintenir l'URSS, alors que dans la pratique, les forces centrifuges l'emportaient de plus en plus, dans une atmosphère de fin d'empire.

Cette situation fit que les forces conservatrices se dirent qu'il fallait tenter le tout pour le tout. Ce fut la tentative de coup d'État du « Comité d'État pour l'état d'urgence » en août 1991.

Ce coup d'État visait à empêcher la signature d'un nouveau traité entre les républiques, qui mettait de facto fin à l'existence de l'URSS. Le référendum indiquait bien qu'il y avait une base populaire favorable à l'URSS et les putschistes espéraient au moins un soutien passif.

On trouvait qui plus est dans les rangs putschistes les plus hautes figures de l'appareil en place. On avait le chef du KGB Vladimir Kryouchkov, le ministre de l'Intérieur de l'URSS Boris Pugo, le ministre de la Défense de l'URSS Dmitry Yazov, le président du Soviet Suprême Anatoly Loukianov, le premier vice-président du Conseil de défense de l'URSS Dmitrievitch Baklanov, le premier ministre de l'URSS Valentin Pavlov, etc.

Voici la déclaration du Comité.

« DÉCLARATION

daté du 18 août 1991

En raison de l'impossibilité pour des raisons de santé de Mikhaïl Sergueïevitch Gorbatchev d'exercer les fonctions de président de l'URSS et du transfert,

conformément à l'article 127 7 de la Constitution de l'URSS, des pouvoirs du président de l'URSS au vice-président de l'URSS Gennady Ivanovitch Yanaev ;

afin de surmonter la crise profonde et globale, la confrontation politique, interethnique et civile, le chaos et l'anarchie qui menacent la vie et la sécurité des citoyens de l'Union soviétique, la souveraineté, l'intégrité territoriale, la liberté et l'indépendance de notre patrie ;

sur la base des résultats du référendum national sur la préservation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques ;

guidé par les intérêts vitaux des peuples de notre patrie, de tout le peuple soviétique,

Nous déclarons :

1. Conformément à l'article 127-3 de la Constitution de l'URSS et à l'article 2 de la loi de l'URSS « sur le régime juridique de l'état d'urgence », et répondant aux exigences de larges couches de la population quant à la nécessité de tirer le meilleur parti possible de l'état d'urgence. des mesures décisives pour empêcher la société de sombrer dans une catastrophe nationale, pour garantir l'ordre public, instaurer l'état d'urgence dans certaines régions de l'URSS pour une durée de 6 mois à partir de 4 heures, heure de Moscou, le 19 août 1991.

2. Établir que sur tout le territoire de l'URSS, la Constitution et les lois de l'URSS ont une suprématie inconditionnelle.

3. Pour gouverner le pays et mettre en œuvre efficacement l'état d'urgence, former le Comité d'État pour l'état d'urgence en URSS (GKChP URSS) dans la composition suivante : Baklanov O. D. - Premier vice-président du Conseil de défense de l'URSS, Kryuchkov V. A. - Président du KGB de l'URSS, Pavlov V.S. - Premier ministre de l'URSS, Pugo B.K. - Ministre de l'Intérieur de l'URSS, Starodoubtsev V.A. - Président de l'Union paysanne de l'URSS, Tizyakov A.I. Président de l'Association des entreprises d'État et de l'industrie, de la construction, des transports et des communications de l'URSS, D. T. Yazov - Ministre de la Défense de l'URSS, G. I. Yanaev - Par intérim Président de l'URSS.

4. Établir que les décisions du Comité d'État d'urgence de l'URSS doivent être strictement exécutées par tous les organes gouvernementaux et administratifs, les fonctionnaires et les citoyens sur tout le territoire de l'URSS.

Membres du Comité d'urgence de l'État

G. Yanaev,

V. Pavlov,

O. Baklanov »

Voici « l'appel au peuple soviétique » du même jour.

« Compatriotes ! Citoyens de l'Union soviétique !

Dans une heure difficile et critique pour le sort de la Patrie et de nos peuples, nous nous tournons vers vous ! Un danger mortel menace notre grande Patrie ! La politique de réformes lancée à l'initiative de M. S. Gorbatchev, conçue comme un moyen d'assurer le développement dynamique du pays et la démocratisation de la vie publique, est dans une impasse pour plusieurs raisons.

L'enthousiasme et les espoirs initiaux ont été remplacés par l'incrédulité, l'apathie et le désespoir. Les autorités à tous les niveaux ont perdu la confiance de la population. La politique a écarté de la vie publique la préoccupation pour le sort de la Patrie et du citoyen. On se moque de toutes les institutions de l'État. Le pays est devenu fondamentalement ingouvernable.

Profitant des libertés accordées, piétinant les nouveaux germes de la démocratie, des forces extrémistes ont émergé, ouvrant la voie à la liquidation de l'Union soviétique, à l'effondrement de l'État et à la prise du pouvoir à tout prix.

Les résultats du référendum national sur l'unité de la Patrie ont été piétinés. Les spéculations cyniques sur les sentiments nationaux ne sont qu'un écran pour satisfaire les ambitions.

Ni les troubles présents de leurs peuples ni leurs lendemains ne dérangent les aventuriers politiques. En créant un climat de terreur morale et politique et en essayant de se cacher derrière le bouclier de la confiance populaire, ils oublient que les liens qu'ils ont condamnés et rompus ont été établis sur la base d'un soutien populaire beaucoup plus large, qui a également passé l'épreuve de siècles d'histoire.

Aujourd'hui, ceux qui mènent essentiellement la cause du renversement de l'ordre constitutionnel doivent répondre devant leurs mères et pères de la mort de plusieurs centaines de victimes des conflits interethniques. Ils sont responsables du sort mutilé de plus d'un demi-million de réfugiés. À cause d'eux, des dizaines de millions de Soviétiques, qui hier encore vivaient dans une seule famille, ont perdu la paix et la joie de vivre et se retrouvent aujourd'hui exclus de leur propre foyer.

Ce que devrait être le système social devrait être décidé par le peuple, et ils tentent de le priver de ce droit.

Au lieu de se soucier de la sécurité et du bien-être de chaque citoyen et de la société dans son ensemble, les personnes aux mains desquelles se trouve le pouvoir l'utilisent souvent dans des intérêts étrangers au peuple, comme moyen d'affirmation de soi sans principes. Des flots de paroles, des montagnes de déclarations et de promesses ne font que souligner la pauvreté et la misère des affaires pratiques. L'inflation du pouvoir, plus terrible que toute autre, détruit notre État et notre société. Chaque citoyen ressent une incertitude croissante quant à l'avenir et une profonde anxiété quant à l'avenir de ses enfants.

La crise de l'électricité a eu un impact catastrophique sur l'économie. Le glissement chaotique et spontané vers le marché a provoqué une explosion d'égoïsmes - régionaux, départementaux, collectifs et personnels.

La guerre des lois et l'encouragement des tendances centrifuges ont abouti à la destruction d'un mécanisme économique national unique qui se développait depuis des décennies. Le résultat fut une forte baisse du niveau de vie de la grande majorité de la population soviétique, ainsi que l'essor de la spéculation et de l'économie souterraine.

Il est grand temps de dire la vérité aux gens : si vous ne prenez pas de mesures urgentes et décisives pour stabiliser l'économie, alors dans un avenir très proche, la famine et un nouveau cycle d'appauvrissement sont inévitables, dont un pas conduit à des manifestations massives de pauvreté spontanée, mécontentement aux conséquences dévastatrices.

Seules les personnes irresponsables peuvent espérer une aide de l'étranger. Aucune aumône ne résoudra nos problèmes ; le salut est entre nos mains. Le moment est venu de mesurer l'autorité de chaque personne ou organisation à l'aune de sa contribution réelle à la restauration et au développement de l'économie nationale.

Depuis de nombreuses années, de toutes parts, nous entendons des incantations sur l'engagement en faveur des intérêts de l'individu, le souci de ses droits et de la sécurité sociale. En réalité, la personne s'est retrouvée humiliée, privée de droits et d'opportunités réels et plongée dans le désespoir.

Sous nos yeux, toutes les institutions démocratiques créées par la volonté populaire perdent de leur poids et de leur efficacité. C'est le résultat des actions délibérées de ceux qui, en bafouant grossièrement la Loi fondamentale de l'URSS, mènent en réalité un coup d'État anticonstitutionnel et aspirent à une dictature personnelle effrénée. Les préfectures, les mairies et autres structures illégales remplacent de plus en plus les soviets élus par le peuple.

Il y a une attaque contre les droits des travailleurs. Les droits au travail, à l'éducation, aux soins de santé, au logement et aux loisirs sont remis en question.

Même la sécurité personnelle fondamentale des personnes est de plus en plus menacée. La criminalité croît rapidement, est organisée et politisée. Le pays plonge dans l'abîme de la violence et de l'anarchie. Jamais dans l'histoire du pays la propagande sexuelle et violente n'a été d'une telle ampleur, menaçant la santé et la vie des générations futures. Des millions de personnes réclament des mesures contre le poulpe du crime et de l'immoralité flagrante.

La déstabilisation croissante de la situation politique et économique en Union soviétique mine notre position dans le monde. Dans certains endroits, des notes de revanchisme ont été entendues et des demandes ont été faites pour réviser nos frontières. Des voix s'élèvent même sur le démembrement de l'Union soviétique et la possibilité d'établir une tutelle internationale sur des objets et des régions individuels du pays. C'est la triste réalité. Hier encore, un Soviétique qui se trouvait à l'étranger se sentait comme un digne citoyen d'un État influent et respecté. Il est aujourd'hui souvent un étranger de seconde zone, dont le traitement porte le sceau du dédain ou de la sympathie.

La fierté et l'honneur du peuple soviétique doivent être pleinement restaurés.

Le Comité d'État pour l'état d'urgence et l'URSS est pleinement conscient de la profondeur de la crise qui frappe notre pays, il assume la responsabilité du sort de la Patrie et est déterminé à prendre les mesures les plus sérieuses pour amener l'État et la société sortir de la crise le plus rapidement possible.

Nous promettons d'organiser un large débat national sur le projet de nouveau traité sur l'Union. Chacun aura le droit et l'opportunité, dans une atmosphère sereine, de comprendre cet acte très important et de prendre une décision à ce sujet, car de ce que deviendra l'Union dépendra le sort de nombreux peuples de notre grande Patrie.

Nous avons l'intention de rétablir immédiatement l'ordre public, de mettre fin à l'effusion de sang, de déclarer une guerre sans merci au monde criminel et d'éradiquer les phénomènes honteux qui discréditent notre société et humilient les citoyens soviétiques. Nous débarrasserons les rues de nos villes des éléments criminels et mettrons fin à la tyrannie des pilleurs de biens populaires.

Nous défendons des processus véritablement démocratiques, une politique cohérente de réformes conduisant au renouveau de notre patrie, à sa prospérité économique et sociale, qui lui permettront de prendre la place qui lui revient dans la communauté mondiale des nations.

Le développement du pays ne doit pas reposer sur une baisse du niveau de vie de la population. Dans une société saine, l'amélioration continue du bien-être de tous les citoyens deviendra la norme.

Tout en restant déterminés à renforcer et à protéger les droits individuels, nous nous concentrerons sur la protection des intérêts des segments les plus larges de la population, ceux qui sont les plus durement touchés par l'inflation, les perturbations industrielles, la corruption et la criminalité. En développant la nature multistructurale de l'économie nationale, nous soutiendrons également l'entreprise privée, en lui offrant les opportunités nécessaires au développement de la production et du secteur des services.

Notre première priorité sera de résoudre les problèmes de nourriture et de logement. Toutes les forces disponibles seront mobilisées pour répondre à ces besoins les plus pressants de la population.

Nous appelons les ouvriers, les paysans, l'intelligentsia ouvrière et l'ensemble du peuple soviétique à rétablir au plus vite la discipline et l'ordre du travail, à élever le niveau de production, puis à avancer de manière décisive. De cela dépendent notre vie et l'avenir de nos enfants et petits-enfants, le sort de la Patrie.

Nous sommes un pays épris de paix et nous respecterons strictement toutes nos obligations. Nous n'avons aucune réclamation contre qui que ce soit. Nous voulons vivre avec tous dans la paix et l'amitié, mais nous déclarons fermement que personne ne sera jamais autorisé à empiéter sur notre souveraineté, notre indépendance et notre intégrité territoriale. Toute tentative de parler avec notre pays dans le langage de la dictature, d'où qu'elle vienne, sera résolument réprimée.



Notre peuple multinational a vécu pendant des siècles dans la fierté de sa patrie ; nous n'avons pas honte de nos sentiments patriotiques et considérons qu'il est naturel et légitime d'élever dans cet esprit les générations actuelles et futures de citoyens de notre grande puissance.

Ne pas agir à cette heure critique pour le sort de la Patrie signifie assumer la lourde responsabilité de conséquences tragiques et véritablement imprévisibles.

Tous ceux qui chérissent notre Patrie, qui veulent vivre et travailler dans une atmosphère de calme et de confiance, qui n'acceptent pas la poursuite de conflits interethniques sanglants, qui voient leur Patrie à l'avenir comme indépendante et prospère, doivent faire le seul bon choix.

Nous appelons tous les vrais patriotes et toutes les personnes de bonne volonté à mettre un terme à la période de troubles actuelle.

Nous appelons tous les citoyens de l'Union soviétique à prendre conscience de leur devoir envers la patrie et à apporter leur plein soutien au Comité d'État pour l'état d'urgence en URSS et aux efforts visant à sortir le pays de la crise.

Les propositions constructives des organisations sociopolitiques, des collectifs de travail et des citoyens seront acceptées avec gratitude comme manifestation de leur volonté patriotique de participer activement à la restauration de l'amitié séculaire au sein d'une seule famille de peuples frères et à la renaissance de la Patrie. »

Ce fut toutefois un échec lamentable, en trois jours, avec notamment Boris Eltsine qui prit la tête de l'opposition populaire, massive à Moscou.

C'est que les forces conservatrices avaient perdu toute assise réelle, d'une part, dans le cadre de l'effondrement économique du pays. Et leur seul programme réel était le maintien de l'URSS, sans perspective concrète, d'autre part.

Les forces armées n'ont donc pas résisté à la pression dans les rues de Moscou, alors qu'ils faisaient face à des dizaines de milliers de personnes. Les dirigeants du coup d'État ont également tergiversé et ainsi contribué à la désintégration du mouvement, sans compter qu'ils n'ont jamais osé décider de lancer l'assaut armé pour capturer Boris Eltsine.

Mikhaïl Gorbatchev, lui, était au courant de la tentative de coup d'État et avait sans doute été du parti d'attendre sa victoire, afin de pouvoir apparaître comme une force centriste et modérée si le coup d'État avait réussi.

Dans la pratique, il s'était en fait surtout effacé politiquement, ce que le « Comité d'État pour l'état d'urgence » comprit trop tard.

La nostalgie, tout ce qui restait finalement, ne suffisait pas. On a ici un exemple parlant de soutien au coup d'État fut celui de Sergueï Akhromeïev. Il fut un héros pendant la seconde guerre mondiale impérialiste, il fut ensuite une figure dirigeante de premier plan, notamment le chef d'état-major général des forces armées de l'URSS, de 1984 à 1988, date où il démissionna.

Sergueï Akhromeïev ne fut pas mis au courant de la mise en place du Comité et il était en vacances à Sochi au moment du coup d'État. Il rejoignit Moscou de sa propre initiative pour le soutenir, sans croire aux possibilités de victoire pour autant, et se suicida à la suite de l'échec.

Ce fut alors la fin du Parti Communiste d'Union Soviétique. Il s'ensuivit, en effet, la dissolution de son Comité Central et la suspension de toutes ses activités. L'État russe dirigé par Boris Eltsine prenait en même temps le commandement sur tous les organes de sécurité.

Boris Eltsine obtint alors en novembre 1991, pour un an et un mois, des pouvoirs d'urgence, qu'il utilisa pour mettre en place une série de décrets. Et en décembre 1991, il signa ainsi l'Accord sur la création de la Communauté des États indépendants, prévu pour août initialement mais bloqué par la tentative de coup d'État.

Cela mettait un terme à l'existence de l'URSS.

## **L'opposition marxiste-léniniste**

La tentative de coup d'État d'août 1991 représente le seul moment où l'URSS a connu un véritable moment de basculement.

Lors du triomphe du révisionnisme dans les années 1950, il n'y eut que deux réactions très fortes. La première fut celle des membres du Parti Communiste de Grèce, avec à leur tête Níkos Zachariádis.

Réfugiés dans les pays de l'Est européen et en URSS, notamment à Tachkent, à la suite de la défaite provoquée par la trahison de la Yougoslavie, ils ont levé une vraie opposition frontale, qui a été écrasé.

Si on a ici une expression de cadres isolés, la seconde eut un caractère de masse, en Géorgie, avec des émeutes dans la capitale Tbilissi, en mars 1956, qui furent réprimés dans le sang.

Pour le reste, on a quasiment aucune information, de par la répression terrible et sa dimension secrète. Deux faits marquants sont cependant à noter. Le premier, c'est l'apparition d'un « appel des communistes révolutionnaires soviétiques (bolcheviks) », en 1966. Il fut diffusé par l'intermédiaire de l'Albanie et est censé avoir circulé en URSS.

L'appel est relativement optimiste quant à la classe ouvrière et à l'armée en URSS. On y lit notamment :

« Aujourd'hui, un moment décisif est survenu dans le développement du mouvement communiste.

Dans une situation où chaque parti communiste doit décider lui-même quelle voie suivre – la voie du marxisme révolutionnaire ou la voie de l'opportunisme, il est important que les communistes du monde entier entendent la voix de leurs camarades soviétiques.

Aujourd'hui, l'opinion de ces derniers est présentée comme telle qu'elle est exprimée dans les décisions et les déclarations publiées par les dirigeants actuels du PCUS.

Mais quiconque connaît au moins un peu la situation intérieure de notre pays, qui au moins parfois communique avec les masses et les membres ordinaires du parti, ne peut s'empêcher de savoir que toutes ces décisions et déclarations non seulement ne reflètent pas les véritables aspirations et les objectifs de l'écrasante majorité du peuple soviétique, comme de l'écrasante majorité des membres du PCUS, mais sont en contradiction flagrante avec ces aspirations et ces objectifs.

Les communistes chinois et albanais ont fait preuve d'une loyauté inébranlable envers les principes et d'un dévouement révolutionnaire en dénonçant l'opportunisme moderne.

Les documents du Parti communiste chinois et du Parti du travail albanais ont complètement révélé la voie de trahison des intérêts de la révolution socialiste, suivie par les dirigeants du PCUS après la mort de Staline.

C'est pourquoi nous répéterons souvent les thèses des camarades chinois et albanais.

Mais même dans ces cas-là, en règle générale, nous exprimerons notre propre point de vue, afin que chacun sache : c'est le point de vue d'un communiste soviétique, c'est le point de vue de millions de communistes soviétiques.

Cependant, nous considérons que notre objectif le plus important est de révéler les raisons qui ont donné naissance à l'antagonisme entre la direction du PCUS, d'une part, et l'écrasante majorité des communistes soviétiques, d'autre part.

Il faut arracher les masques des dirigeants opportunistes du PCUS en révélant leur position sociale au sein de l'URSS, où ils ne peuvent cacher leurs entrailles pourries sous aucun masque, où ils ont réellement usurpé tout le pouvoir et se sont opposés au peuple (...).

Immédiatement après le XXe Congrès, lors des assemblées générales des organisations primaires du PCUS, les membres ordinaires du parti ont demandé massivement que le Comité central donne une évaluation véritablement marxiste des activités de Staline.

Cette revendication était si persistante que la direction du PCUS fut contrainte de recourir à la persécution de certains membres du parti et à la dissolution d'un certain nombre d'organisations du parti agissant de concert. Plus tard, en 1957, lors des réunions du parti, tous ceux qui critiquaient les décisions du XXe Congrès furent contraints de renoncer à leurs opinions (...).

Y avait-il une différence dans la nature des activités de Lénine et de Staline ?

Oui, c'était le cas. En comparant ces deux dirigeants révolutionnaires, les opportunistes (en plein accord avec leur vision bourgeoise du monde) réduisent tout aux qualités personnelles de ces personnes.

Cependant, il est tout à fait clair que les activités de Lénine et celles de Staline en tant que dirigeants du parti et de l'État appartiennent à deux étapes différentes du développement de la révolution, étapes fondamentalement différentes l'une de l'autre.

La mort de Lénine a presque coïncidé avec la fin du début de la révolution européenne, de sorte que la tâche de gouverner le premier État prolétarien incombait à Staline à une époque d'encerclement total sur la scène mondiale, face à une base faible pour la construction du socialisme.

La percée d'un maillon faible de la chaîne capitaliste impliquait la faiblesse de la révolution elle-même (...).

Créant et unifiant l'appareil d'État et accomplissant simultanément la tâche d'une grande importance historique d'assurer le succès économique de notre pays pendant toute la période de construction des fondations du socialisme, Staline s'est appuyé sur l'appareil bureaucratique dans ses actions, il a lutté contre l'appareil bureaucratique avec son aide.

Et c'était précisément pour cette raison qu'il ne pouvait pas l'écraser complètement. Il a vu comment l'hydre bureaucratique grandissait, et malgré le fait qu'il lui coupait impitoyablement les têtes, elle les relevait encore et encore.

Dans sa lutte pour préserver la pureté révolutionnaire, il ne faisait confiance (et on peut difficilement dire qu'il n'avait aucune raison de le faire) à aucun de ceux qui l'entouraient (seul Molotov se montrait son digne compagnon d'armes).

La personnalité de Staline est véritablement une personnalité héroïque et sacrée. Staline apparaît dans l'histoire comme un exemple pour les révolutionnaires, comme un avertissement pour ceux qui hésitent et comme une terreur pour les ennemis.

La mort de Staline a libéré les mains de la bureaucratie (...).

Pour briser le système bureaucratique en URSS, il faut une organisation de révolutionnaires, il faut canaliser la colère du peuple vers la lutte des classes. Mais il n'est nul besoin de faire de découvertes pour cela.

Devant nous se trouve une voie bien tracée : celle de la restauration du parti prolétarien.

Après tout, le PCUS est aujourd'hui devenu une organisation tout à fait formelle, un magnifique canevas qui crée une apparence démocratique à travers laquelle la bureaucratie exerce réellement son pouvoir. Il est tout à fait clair que le nouveau parti véritablement prolétarien ne sera rien d'autre que le Parti communiste de toute l'Union (bolcheviks) restauré.

Quiconque est prêt à lutter contre la bureaucratie, quiconque apprécie de manière désintéressée les grandes victoires révolutionnaires de notre peuple doit s'engager avec audace et irrévocablement dans cette voie.

Notre heure a sonné.

De la création de cellules locales du PCUS(b) à leur fusion en une puissante avalanche invincible qui balayera la bureaucratie, telle est la voie que les communistes doivent suivre. Les activités des cellules du PCUS (b), la distribution de ses slogans et tracts devraient aboutir à une véritable lutte partisane.

La terre doit brûler sous les pieds des bureaucrates. Inutile de dire que cette lutte fera naître ses héros !

Les opportunistes, avec leur cynisme petit-bourgeois et leur méfiance à l'égard des gens, ne voient rien d'autre dans ce monde que leur propre intérêt matériel.

Cependant, l'héroïsme communiste et l'honnêteté de notre peuple sont sans limites. Suffoquant dans l'atmosphère suffocante de la pourriture bureaucratique, certains Soviétiques ont perdu leurs repères dans la vie.

Mais montrez-leur le bon chemin et ils commenceront à faire des miracles.

Aussi petites et impuissantes que puissent paraître les cellules du PCUS(b) au début de leurs activités, les organisateurs doivent clairement comprendre l'importance de leur propre initiative.

Leur persécution scandalisera sans aucun doute le peuple tout entier et opposera les masses aux bureaucrates ; et la bureaucratie ne sera pas en mesure d'y faire face. »

Il n'y eut pas d'autres informations sur cette organisation, qui sans doute fut écrasé dès le départ.

On voit cependant facilement que si la position est anti-révisionniste, il n'y a pas de compréhension de la dimension culturelle, du rapport villes-campagnes, du matérialisme dialectique, etc.

On en reste à une position de refus d'une tendance qui a déjà triomphé, ce qui ne permet pas d'avancer une perspective en propre.

Plus symptomatique sans doute, il y eut la mutinerie de la frégate lance-missile *Storojevoï* (Le Vigilant), en novembre 1975, conduite par le commissaire politique Valery Sabline. L'objectif de celui-ci était d'arriver à Leningrad au niveau du croiseur Aurora, d'où partit le tir à blanc d'un coup de canon indiquant la prise du palais d'Hiver en Octobre 1917.

Il entendait alors s'adresser à la presse et à la télévision pour dénoncer la corruption des dirigeants du pays et affirmer les valeurs léninistes. Le contenu de la déclaration est à peu près celui-ci :

« La direction du parti et le gouvernement soviétique ont trahi les principes de la révolution. Il n'y a ni liberté ni justice. La seule issue est une nouvelle révolution communiste.

Une révolution est un puissant mouvement de pensée sociale, c'est une poussée colossale de fluctuations ionosphériques, qui provoquera inévitablement l'activité des masses et s'incarnera dans un changement matériel dans l'ensemble de la formation socio-économique.

Quelle classe sera l'hégémonie de la révolution communiste ? Ce sera la classe de l'intelligentsia ouvrière et paysanne. La question centrale de la révolution est la question du pouvoir.

On suppose que l'appareil d'État actuel sera nettoyé et, à certains moments, démantelé et jeté dans les poubelles de l'histoire. Ces problèmes seront-ils résolus par la dictature

de la classe dirigeante ? Nécessairement! Ce n'est que par la plus grande vigilance nationale que l'on pourra accéder à une société du bonheur ! »

Les mutins demandèrent à ce que le navire soit considéré comme indépendant de l'État et du Parti pour une année, qu'un des membres de l'équipage puisse prendre la parole à la télévision et à la radio chaque jour de 21h30 à 22h, que le navire puisse diffuser en permanence sur une chaîne de radio, que des provisions soient régulièrement apportées et que s'ils débarquent, les membres de l'équipage ne soient pas inquiétés.

Le navire a été bombardé et le capitaine du navire a pu reprendre le contrôle ; Valery Sabline a ensuite été rapidement fusillé et l'affaire bien entendu passé sous silence.

Cette affaire reflète indéniablement plus le sens de l'opposition qu'il y eut en URSS social-impérialiste.

On est dans l'incompréhension de ce qui se passe, on est dans la ligne de Nikita Khrouchtchev mais sans Nikita Khrouchtchev ; on ne veut pas de Staline qui semble déjà lointain, mais on voit bien que depuis sa mort les choses ont profondément changé.

C'est là qu'on voit que le révisionnisme, lorsqu'il a triomphé, a immédiatement obscurci toute possibilité d'une réaffirmation scientifique du marxisme-léninisme.

Le Parti était en effet porté par les cadres et la corruption de ceux-ci a abouti au sentiment d'installation ; lorsque Nikita Khrouchtchev dénonce Staline en 1956 au 20<sup>e</sup> congrès, l'affaire est pliée.

C'est en 1952, au 19<sup>e</sup> congrès, que la lutte des deux lignes était possible, lorsque le Parti a été réduit à une fonction « mécanique » dans la société, avec l'idée d'une paix mondiale générale. Mais là il n'y avait déjà plus que la droite et le centre, la gauche étant finalement épuisée, enlisée dans les activités de maintien en fonction du Parti et de l'État.

Sans une compréhension correcte de ce processus, on se focalise sur le 20<sup>e</sup> congrès et le développement d'une couche parasitaire, dont on ne sait pas trop s'il faut la dénoncer comme capitaliste ou comme bureaucratique.

C'est la raison pour laquelle le seul espace politique restant était une lecture gauchiste, à moins de se tourner ouvertement vers les pays occidentaux.

## **L'opposition de gauche « néo-marxiste »**

Incapable de se tourner vers le marxisme-léninisme en tant que matérialisme dialectique, l'opposition interne à l'URSS social-impérialiste a eu une tendance substantielle à se tourner vers le gauchisme.

C'était la solution « idéale » pour contourner la question de Staline, de l'URSS des années 1930, 1940, 1950. Il suffisait de dire que la révolution russe était une bonne chose, mais qu'elle s'était enlisée et qu'une bureaucratie avait pris le dessus.

La question de savoir si cette bureaucratie agissait dans un cadre resté socialiste ou bien si le capitalisme avait pris le dessus n'était pas vraiment répondu, ou bien avec des nuances plus qu'autre chose.

Le strict équivalent de cette approche sur le plan des idées, ce sont les partis communistes occidentaux liés à l'URSS, les courants marxistes-léninistes tournés vers Che Guevara.

Il y a également, par contre, une certaine influence de l'esprit de la « nouvelle gauche » liée aux événements de l'année 1968, avec notamment Herbert Marcuse et la dénonciation d'une société moderne tournée vers l'administration et la consommation.

Dans tous les cas, on est dans une approche de recomposition du marxisme, de relecture, de néo-marxisme.

Il faut dire ici que cette opposition « gauchiste » se fonde systématiquement sur la base de jeunes liés aux universités, et ayant des connaissances à propos de ce qui se passe comme révoltes dans les pays occidentaux.

De par les difficultés d'accès à ces connaissances, de par la répression impitoyable, il faut par contre bien considérer que ces gauchistes sont restés très faibles quantitativement, en restant totalement à la marge de la société soviétique, à part très relativement dans quelques milieux artistiques et littéraires dans les grandes villes.

On a ainsi la *Fédération des forces démocratiques d'orientation socialiste*, basée à Moscou, consistant un cercle touchant grosso modo 300 personnes entre 1977 et 1982. Ces jeunes étaient alignés sur la social-démocratie occidentale et les partis communistes occidentaux.

On a le *Groupe du communisme révolutionnaire*, touchant des centaines d'étudiants à Saratov, Riazan et Petrozavodsk, mêlant marxisme-léninisme, réformisme, humanisme occidental.

Ce fut également l'approche du *Parti révolutionnaire des intellectuels de l'Union soviétique*, de Sverdlovsk, démantelé en novembre 1971, qui insista par ailleurs sur le néo-marxisme occidental (notamment Herbert Marcuse).

Tel était le cas d'une *Opposition de gauche* à Leningrad, en 1976-1978, et dans la même ville de l'*Union des communards révolutionnaires* (1975-1979) qui avait comme modèle le mai 1968 français.

Une autre organisation très similaire était la *Jeunesse pour le communisme*, présente à Moscou, Toula et Iaroslavl, et active 1979 à 1981 ; elle se revendiquait du marxisme révolutionnaire et de Che Guevara. Il y eut également une « Brigade Internationale Che Guevara » fondée à Moscou par des étudiants latino-américains.

Il y eut également, de manière bien plus marquante, le *Parti néo-communiste de l'Union soviétique*, qui exista de 1974 à 1985 avec une grande pratique clandestine (encre sympathique « boîte aux lettres » pour les messages codés...).

C'était le fruit d'une rencontre entre deux structures déjà clandestines, le *Parti des Nouveaux Communistes* et l'*École de gauche*, dont des membres se rencontrèrent. Comme la ligne était conspiratrice, il fallut des mois d'approche avant que chaque structure ne révèle son existence à l'autre.

La première organisation était très marquée par le gauchisme européen, Herbert Marcuse, Che Guevara, la seconde était très influencée par l'existentialisme (Jean-Paul Sartre, mais également Albert Camus).

La fusion des deux structures, davantage une unité complète initialement en réalité, produisit une vraie tentative d'analyser l'URSS et de proposer une relance du processus révolutionnaire.

Car toutes deux considéraient que l'URSS des années 1930 avaient bien mis en place le socialisme, mais que la situation était perverse de par la formation d'une bureaucratie prenant le dessus. On est ici dans un mélange de gauchisme, de trotskisme, d'eurocommunisme propre aux partis communistes des pays occidentaux liés à l'URSS.

Comme on était par contre en URSS même, trouver la réponse pour avancer était impérative. Et si les deux organisations s'entendirent si bien, c'est que toutes deux appuyaient la dimension subjective, l'esprit de rupture.

Elles considéraient que les étudiants seraient en première ligne pour réactiver la cause révolutionnaire, lorsque la bureaucratie témoignerait de son incapacité à être autre chose que parasitaire dans une société se développant malgré tout économiquement.

Eux n'auraient rien à perdre, se retrouvant bloqués dans leur vie, alors que dans le cadre de l'URSS, les ouvriers pouvaient grimper les échelons dans la bureaucratie.

La répression s'abattit toutefois immédiatement, avec de multiples arrestations, en 1975. L'auteur des thèses de ce mouvement, à la tête du premier groupe, *Parti des Nouveaux Communistes* Alexandre Tarassov, parvient à échapper initialement à la répression et parvient à détruire les documents.

Il n'y aura alors pas de procès, le KGB ne parvenant pas à trouver l'existence du *Parti néo-communiste de l'Union soviétique*.

Alexandre Tarassov, âgé de 17 ans alors, n'échappe par contre pas à une année dans un hôpital psychiatrique. Il y a reçu des coups, des prises forcées de neuroleptiques, des électro-chocs, des comas hypoglycémiques artificiels, des injections de médicaments particulièrement douloureux, etc.

Le résultat fut l'hypertension, les rhumatismes, une inflammation chronique des articulations, des maladies du foie et du pancréas, l'incapacité de bouger sans douleur sans analgésiques.

Cela ne l'a pas empêché, à sa sortie (obtenue en simulant d'avoir été brisé), de reprendre son travail militant, le mouvement ayant été sauvé grâce à la dirigeante Natalya Magnat, décédée à 42 ans en 1997, en raison de la maladie de Crohn, incapable alors de trouver de l'argent pour une troisième opération.

Elle écrivit alors :

« Nous avons peur d'un tel développement de les événements, nous l'avions prévu, que c'est ainsi que tout se terminera. Je pense que s'il y avait eu beaucoup de gens comme nous, bien plus, l'histoire aurait pu se dérouler différemment, sans l'effondrement de l'Union soviétique, sans massacres interethniques, sans pauvreté, sans amertume générale et sans ossification. »



Car le mouvement, qui a réussi à tenir jusqu'en 1985, a fini par s'autodissoudre, considérant qu'il n'était pas en mesure d'avoir une influence sur les choses.

Le plus étonnant, c'est que lorsqu'il procède à cette capitulation, il est considéré que l'URSS allait d'effondrer d'ici la fin du 20<sup>e</sup> siècle !

Cependant, la désillusion a triomphé dans les rangs de cette organisation, réduite à une vingtaine de personnes, mais avec un bon réseau et de nombreux cadres éprouvés.

Toutes ses activités l'amenaient à se confronter à des gens vivant leur vie, happés par la vie quotidienne, se désintéressant totalement d'une perspective révolutionnaire.

L'auto-dissolution de 1985 correspond à cet esprit qu'un petit parti clandestin qui ne pourrait pas avoir d'effet lors de l'effondrement du régime, en raison de l'imprégnation fondamentalement petite-bourgeoise des masses.

Le paradoxe d'une prévision correcte de l'effondrement mais de la capitulation qui triomphe s'explique par le fait que le *Parti néo-communiste de l'Union soviétique* considérait toujours l'URSS comme socialiste.

Il finit par rejeter cette conception, mais considéra alors que la marche était trop haute pour lui, puisqu'il fallait non seulement une révolution politique pour se débarrasser d'une couche petite-bourgeoise - bureaucratique, mais en fait une révolution générale.

Alexandre Tarassov est resté sur cette position gauchiste, en tant que « post-marxiste » hyper-actif dans la publication d'articles et l'édition d'ouvrages (notamment Cornelius Castoriadis, Alain Badiou), ainsi que sur l'antifascisme (il fut régulièrement menacé par l'extrême-droite activiste et même agressé).

On notera qu'il dénonça violemment le coup de force du Maïdan en Ukraine (« eux qui se disent « gauchistes », mais ne soutiennent pas la guerre du peuple du Donbass contre le régime de Kiev sont soit des imbéciles, soit des agents directs de l'impérialisme occidental »).

Parmi les autres structures notables, il faut mentionner le « Parti de la Dictature du Proletariat », actif à Kouïbychev (aujourd'hui Samara) de 1976 à 1981, qui s'était par contre tourné vers les ouvriers, sur une base gauchiste cependant.

C'était également le cas de l'« Union des communistes », fondé en 1986 sur la base d'un groupe fondé en 1983, et écrasé en 1988, mais continuant ensuite de manière non clandestine.

Cette tendance au gauchisme produisit, finalement, le retour de l'anarchisme et de l'anarcho-syndicalisme.

Il y eut ainsi un cercle léniniste clandestin fondé en 1980 à Moscou, qui donna naissance à une « Organisation - Comité du parti marxiste révolutionnaire de toute l'Union », qui cependant stoppa tout de suite son activité, pour donner naissance à une structure légale se transformant au fur et à mesure pour former une « Union des socialistes indépendants », et ensuite la Confédération des anarcho-syndicalistes en 1988, qui fut relativement connue en Russie les années suivantes.

Cette confédération a également été rejointe par le Détachement de Che Guevara formé en 1978 à Moscou dans la clandestinité, qui a réussi à se maintenir en ne faisant pas de propagande ouverte et en agissant clandestinement à l'Institut pédagogique d'État de Moscou.

## L'opposition des dissidents

La non fondation d'un mouvement marxiste-léniniste et l'incapacité gauchiste permit à la « dissidence » d'apparaître comme la seule réelle opposition en URSS sociale-impérialiste. De par sa dimension purement intellectuelle et ses liaisons ouvertes avec la superpuissance impérialiste américaine, il va de soi qu'aucun soutien populaire n'était possible.

Les dissidents sont des intellectuels et des scientifiques, le plus souvent des littéraires particulièrement tournés vers la littérature occidentale moderniste.

On parle, pour forcer le trait, de gens souvent favorables à un communisme « démocratique », ou du moins à un humanisme socialisant, mais n'ayant pas de scrupules à se voir soutenu par toutes les officines occidentales, que ce soit les maisons d'édition ou les services secrets.

En URSS même, le principal mode opératoire consistait en le samizdat, c'est-à-dire l'auto-édition, réalisée soit de manière manuscrite, soit en tapant à la machine, dans la mesure où tous les appareils de reproduction de documents étaient surveillés.

Le vrai début du mouvement des dissidents date de 1965, avec l'arrestation des écrivains Andreï Siniavski et Iouli Daniel, condamné à plusieurs années de prison pour agitation anti-soviétique.

Cela provoqua un grand émoi dans les milieux intellectuels soviétiques, avec notamment un rassemblement de 200 personnes sur la place Pouchkine à Moscou le 5 décembre 1965 ; les pays occidentaux en profitèrent pour commencer un soutien massif.

Une figure très connue est ici le physicien Andreï Sakharov, qui obtint le prix Nobel de la paix en 1975. Initialement, c'est un des principaux responsables de la mise en place des armes nucléaires en URSS ; il passa ensuite dans l'activisme promouvant un humanisme pro-occidental.

En lien avec des journalistes occidentaux, il organisa ainsi une conférence de presse à Moscou en 1974, expliquant qu'il y avait un danger mondial avec une « URSS sur-militarisée entre les mains d'une bureaucratie officielle d'État ».

L'année suivante, son ouvrage *Mon pays et le monde* est publié dans les pays occidentaux, ce qui lui vaut d'être arrêté finalement en 1980 et assigné à résidence dans la ville de Gorki jusqu'en 1986.

Cette même année, deux agents du KGB intervinrent en pleine nuit avec deux employés du téléphone ; le téléphone installé sonna rapidement : ce fut Mikhaïl Gorbatchev qui appelait pour dire qu'il pourrait retourner à Moscou s'il le voulait.

Un autre exemple de dissident réhabilité par Mikhaïl Gorbatchev fut Alexandre Soljenitsyne, écrivain auquel l'occident remit le prix Nobel de littérature en 1970. Il fut expulsé en 1974 ; ses romans *Une journée d'Ivan Denissovitch* et *L'archipel du goulag* sont des œuvres extrêmement militantes dans l'anticommunisme.

Lui-même est par contre d'extrême-droite et ne relève pas de l'humanisme à prétention socialiste qu'on a chez la plupart des dissidents ; le poète Joseph Brodsky, de facture moderniste, obtint également le prix Nobel de littérature en 1987.

Les dissidents mirent en place en mai 1976 un « Groupe de Moscou pour l'assistance à la mise en œuvre des accords d'Helsinki » ; sa fondation officielle devant la presse internationale eut lieu dans l'appartement moscovite de l'académicien Andreï Sakharov.

Les accords d'Helsinki, signés en 1975, avaient été signés par les pays ouest-européens et les États-Unis (ainsi que le Canada) d'un côté, les pays est-européens et l'URSS de l'autre ; ils soulignaient la nécessité de bons rapports entre le pays, de l'intégrité territoriale, et contenaient un volet sur les droits humains.

Le Groupe de Moscou n'existait de fait que dans le cadre d'un soutien purement occidental, et nombre de dissidents furent expulsés ou forcés à l'immigration. La mise de force en hôpital psychiatrique était une méthode généralisée pour les forcer au silence ou au départ, avec donc de pseudos bilans médicaux permettant de « justifier » un internement et un traitement forcé, visant de fait à rendre réellement fou.

L'écrivain Vladimir Boukovski fut le premier à passer à l'ouest des documents sur l'enfermement psychiatrique des dissidents ; on notera qu'il fut échangé en 1976 contre le prisonnier politique chilien Luis Corvalán (à la tête du Parti Communiste pro-soviétique), qu'il sera l'une des principales figures du Brexit et qu'il eut des soucis avec la justice britannique pour possession d'une immense quantité de films et photographies à caractères pédophiles et zoophiles.

Cette méthode d'enfermement psychiatrique concerna des centaines de personnes, pas seulement les dissidents ; furent ciblés des candidats à l'émigration, des nationalistes des républiques non-russes, des religieux.

C'était également une méthode pour éviter les procès. Un exemple significatif fut Victor Fainberg, qui avait participé à un rassemblement de quelques personnes sur la Place Rouge pour protester en août 1968 contre l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie. Il eut toutes les dents de devant cassés par la police et pour éviter qu'il ne témoigne au procès des manifestants, il fut envoyé quatre ans en psychiatrie.

Un autre milieu où l'opposition de ce type se recruta beaucoup fut la communauté juive, travaillée au corps par le sionisme très largement appuyé par la superpuissance impérialiste américaine.

Le climat délétère de l'URSS social-impérialiste et un retour significatif de l'antisémitisme poussaient les Juifs à essayer de quitter le pays, les réponses souvent négatives des autorités aboutit à ce qu'ils furent surnommés les « refuzniks ».

Deux affaires sont ici emblématiques de la question. Il y eut ainsi la publication en 1963 d'un ouvrage intitulé *Le judaïsme sans embellissement*, écrit par Trofim Kichko, un nationaliste ukrainien.

Officiellement philosophe, celui-ci a commencé une activité d'intellectuel antisémite, en étant utilisé ensuite sous le masque d'antisionisme à partir de 1967 et de la rupture nette entre l'URSS et l'État israélien (que l'URSS est historiquement le premier à avoir reconnu).

*Le judaïsme sans embellissement*, publié officiellement dans le cadre de l'Académie ukrainienne des sciences est une caricature de délire complotiste et provoqua un scandale international, obligeant l'URSS à supprimer l'ouvrage. D'autres ouvrages du même esprit furent néanmoins publiés.

La seconde affaire concerne les études de mathématiques, où il est apparu que l'accès était largement bloqué aux étudiants Juifs. Cela perdura tout au long de la période 1960-1980.

C'est le contexte de la tendance au départ. 259 500 Juifs ont cependant quitté l'URSS entre 1967 et 1982, dont par contre seulement autour de 161 000 pour Israël. Parmi les autres émigrants, il y a les Allemands de la Volga, avec 82 600 quittant le pays entre 1971 et 1985.

Le mouvement se tarit massivement par la suite ; en comptant les protestants, les Allemands de la Volga, les Juifs, etc., 51 333 personnes reçurent des visas de sortie en 1979, 2 688 ont été délivrés en 1982, 1 315 en 1983 et seulement 896 en 1984.

Du côté des Juifs, le mouvement fut très marqué avec l'effondrement de l'URSS : 330 000 départs en 1990-1991, 490 000 pour la période 1992-1999, 104 000 pour la période 2000-2002.

Enfin, le troisième milieu d'opposition dissidente, mais sans recherche de confrontation fut les milieux touchés par l'irrationnel et le nationalisme.

Il y avait toute une fascination en URSS social-impérialiste pour les pouvoirs paranormaux, pour les interprétations mystiques et complotistes, les délires nationalistes raciaux, etc.

Cela va s'exprimer de manière massive sur le plan populaire dans les années 1990, une fois que l'encadrement soviétique aura définitivement disparu, avec le pullulement des groupes nationalistes et des structures néo-païennes, dans un contexte où la moitié du pays vit sous le seuil de pauvreté et que le PIB a chuté de moitié.